



L'Internationnaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

En Europe et en France :

N°111 - Juillet - Août 2011 - 2 Euros



Affrontements devant le parlement grec



Unifions les luttes !

Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Edito.

La riposte des travailleurs et des jeunes est à venir...

Les capitalistes, les spéculateurs, les gouvernements, sont unis pour en mettre plein la figure aux travailleurs. La troïka UE-BCE-FMI symbolise cette alliance en Europe. Malgré les affrontements inter-impérialistes à l'intérieur de l'UE, les États bourgeois, ses partis, ont une claire conscience de leurs intérêts de classe.

Les attaques contre les droits des travailleurs et des jeunes pleuvent, la résistance contre les politiques de la troïka s'étend et se radicalise. Que font pendant ce temps les soi-disant partis d'extrême gauche en France ? Ils discutent, pas de lutte de classe bien sûr, mais – soyons réalistes – de présidentielle, de candidat.

Pendant qu'ils prennent la pose devant les caméras en se plaignant de ce que les gens ne sont pas encore prêts à se mobiliser (comme le nouveau candidat du NPA sur le plateau du *Grand Journal* de Canal +), après la défaite partielle de la bataille des retraites, les conflits se durcissent et se radicalisent...

Pour un parti révolutionnaire rappelons-le, les élections ne sont qu'une tribune pour propagandiser son programme d'action pour le socialisme à travers des mots d'ordre transitoires. Par exemple, des mots d'ordre autour de l'exigence de l'échelle mobile des salaires, de la nationalisation des banques et des entreprises sans indemnité ni rachat, du contrôle ouvrier sur la production nous paraissent fondamentaux à l'étape actuelle.

D'autre part, la politique d'éclatement et d'isolement des luttes menée par les bureaucraties syndicales et politiques,

inféodées à la CES, devrait être dénoncée en permanence. Un parti révolutionnaire devrait aujourd'hui défendre dans ces élections l'unification des luttes en Europe et en France et la rupture avec les différents traités de l'UE.

Il n'y a pas d'Europe sociale possible pour les travailleurs dans le cadre du

entre les classes. Malheur à ceux qui méprisent la colère des jeunes et des travailleurs, la chute n'en sera que plus rude !

Le vide politique sidéral en France et en Europe, le manque d'une véritable représentation politique des aspirations révolutionnaires des masses ne doit pas



capitalisme. Un parti ouvrier réellement indépendant devrait défendre la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

Les travailleurs luttent, s'opposent, cherchent le chemin de l'offensive et s'affrontent avec les appareils bureaucratiques ; pendant que l'extrême gauche s'écharpe et rêve de « grand soir électoral ». Pourtant, l'impact de la révolution arabe parcourt le Sud de l'Europe, annonciateur de mouvements sociaux d'ampleur et d'une dure lutte

nous faire hésiter. Le rôle de la jeunesse dans le processus révolutionnaire en cours dans le monde arabe, en Europe et jusqu'au Chili ou en Chine ne doit pas nous faire douter.

Oui, l'avenir est au socialisme, à la lutte des classes. Nous devons être à la hauteur des attentes des travailleurs et des jeunes, nous devons construire à leur service et avec eux ce grand parti des travailleurs qui nous fait tant défaut !

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 2 juillet 2011 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Grèce : une trahison prévisible.



Le 30 juin, le parlement grec vient de voter les mesures d'austérité aggravée exigées par le Fond monétaire international, la Banque centrale européenne et l'Union européenne (la « troïka »). Il fallait s'y attendre. Cependant, cette trahison ne pourra pas rester sans réponse de la part des travailleurs et de la jeunesse.

Dans la nuit du 21 au 22 juin, ils avaient voté la confiance au « nouveau » gouvernement Papandreou par 155 voix contre 143. Le 30 juin, les députés grecs, Pasok (PS) et « nouvelle démocratie » (droite classique), ont approuvé par 155 voix contre 138 le plan d'attaques généralisées contre les travailleurs, les chômeurs, les retraités, la jeunesse.

La mobilisation massive avec un appel à une grève générale de 48 heures a mis des centaines de milliers de manifestants dans les rues des principales villes du pays. A Athènes, ils ont tenté d'encercler le parlement afin d'empêcher les députés de se réunir.

La bourgeoisie et l'appareil de l'Etat ont

déclenché une répression féroce et la provocation policière, alliée aux exactions des groupes d'extrême droite opposés aux manifestants et favorables à l'enfoncement du peuple de grec dans la misère, a sauté aux yeux du monde.

En tout, ce vote constitue une double trahison. Il entérine un abandon de la souveraineté du pays au profit des puissances impérialistes qui abritent les principaux créanciers de la Grèce (Allemagne et France) et, surtout, il organise une guerre contre les travailleurs, les chômeurs, les retraités et la jeunesse qui sont déjà les victimes de la crise alors que les responsables de celle-ci, les capitalistes, sont confortés dans leurs exigences.

Aussi, la trahison du 30 juin ne met pas un point final au calvaire des grecs. Au contraire, il pose les bases de nouveaux plans de régres-

sion sociale que les capitalistes ne manqueront pas de chercher à imposer à la Grèce et à l'ensemble du continent. C'est bien pourquoi, ayant déjà constaté les conséquences catastrophiques du premier plan imposé en 2010, les travailleurs et la jeunesse savent qu'ils doivent maintenant organiser la riposte aux attaques de la « troïka » en Grèce, et dans toute l'Europe.

J.-Louis



La dernière conférence du NPA prouve à nouveau l'échec du projet de parti anticapitaliste

Débat politique



Le week-end des 25 et 26 juin était réunie à Nanterre la conférence nationale du NPA pour préparer sa campagne électorale pour les présidentielles 2012. Le congrès du mois de février avait déjà dévoilé publiquement l'impasse dans laquelle se trouvait ce parti (voir *L'Internationaliste* n° 107). Quatre mois plus tard, le NPA se retrouve profondément divisé sur la question électorale, qu'il avait déjà été incapable de résoudre lors de son congrès.

Un parti coupé en deux

Aujourd'hui le NPA n'est même plus ce qu'était la LCR il y a dix ans. Lors de la fondation du Nouveau parti anticapitaliste, la direction se targuait d'avoir l'adhésion de 9 000 partisans. Deux ans plus tard, la conférence pour la présidentielle enregistre la **participation de 3 100 militants**... soit à peu près le nombre d'adhérents de feu la LCR. Lors de la conférence, **le parti s'est scindé en deux**. Deux motions politiques se sont affrontées, séparant 50,2 % des militants soutenant une position A et 40 % de ceux qui ont voté pour une position B.

La position A est soutenue par une partie de la direction centrale dont Besancenot, Krivine et la porte-parole Christine Poupin, ainsi que par les militants provenant de l'ex-fraction de Lutte ouvrière. Cette motion présente un programme « *de rupture avec le capitalisme, pour le partage des richesses, pour que les travailleurs et la population ne payent pas la crise* ».

La position B regroupe l'autre partie de la direction, dont la porte-parole Myriam Martin et la Gauche révolutionnaire (CIO). D'un point de vue du programme politique, on retrouve l'essentiel de la motion A : « *Le NPA veut offrir une perspective de rupture avec la société capitaliste, rupture qui ne pourrait être menée que par un mouvement d'ensemble de la population remettant en cause le pouvoir absolu qu'exerce l'oligarchie capitaliste sur la société et posant la question d'un gouvernement démocratique des travailleurs et de la population.* ».

Globalement, une perspective anticapitaliste sans issue vers le socialisme conduit inévitablement vers la participation à un gouvernement de front populaire, c'est-à-dire à l'alliance de par-

tis ouvriers-bourgeois avec des partis bourgeois, parfois même « l'ombre » de ces derniers, en défense de la « démocratie » bourgeoise... du capitalisme ! Aussi, l'appel de la LCR, précurseur et maître d'œuvre du NPA, à voter pour Chirac au second tour de l'élection présidentielle de 2002 a été un dangereux symptôme de ce qui pourrait se produire demain avec le NPA.

Or, sur cette orientation générale les motions A et B, chacune par des voies différentes se dirigent vers le même but. Le désaccord porte sur l'opportunité, à cette étape, d'un rapprochement électoral avec le Front de gauche. En filigrane de ce désaccord, pointe un autre débat sur la possibilité d'un accord électoral avec le PS et donc le soutien à un éventuel gouvernement de front populaire en cas de victoire de ce parti.

Ainsi, **La position A exclut tout rapprochement avec le Front de gauche** constitué du PCF, du Parti de gauche dirigé par l'ancien ministre PS Jean-Luc Mélenchon, et de la Gauche unitaire de l'ancien dirigeant LCR Christian Piquet. **La position B propose au**

contraire de s'orienter vers cette coalition.

La gouaille de Mélenchon et son OPA sur le PCF placent le Front de gauche dans une perspective de bon score électoral. Cela constitue **une forte pression sur le NPA**. C'est pourquoi le 30 juin les dirigeants de la **position B**

des banques contrôlé par la population, mais sans nationalisation ?

Programme flou de front populaire, divisions électoralistes, conflits personnels... le NPA ne sera jamais un parti ouvrier révolutionnaire, **il est et reste un parti petit-bourgeois** qui cherche sa place sur l'échiquier institution-

ne peut pas y avoir de raccourci à la construction d'un parti communiste et internationaliste véritable. Dans la phase actuelle de crise du capitalisme, de nombreuses opportunités de construction d'un parti anticapitaliste pour le socialisme existent. Il faut pour cela que les militants qui se revendiquent du trotskisme renouent avec l'ABC du marxisme révolutionnaire et fournissent un travail patient sur le terrain, un travail de taupe pour construire ce parti.

Au moment de la dissolution de la LCR, ni elle ni le Secrétariat unifié n'étaient déjà plus depuis longtemps des organisations trotskistes. Le GSI considérait **la LCR comme un parti centriste évoluant vers la droite**. Puis la LCR est devenue le NPA. C'est à présent un **parti amorphe**, écrasé dans l'étau de la lutte de classe : à sa gauche la radicalisation du mouvement ouvrier, à sa droite l'adaptation institutionnelle. En refusant d'exiger l'abrogation des traités européens, en se faisant le chantre de « l'Europe sociale », en opposition aux Etats-Unis socialistes d'Europe, en rejoignant le slogan des bureaucraties syndicales pour « un partage des richesses », le NPA se dispose comme une écurie d'appoint dans le cadre de la personnalisation du pouvoir dans le plus pur style de la V^e République.

Il faut par contre reconnaître au NPA une « vertu » : ses scissions à répétition sur la droite du NPA, produit des « théories » de Pablo et Mandel, apportent, si besoin était, la **preuve flagrante de l'échec du projet politique de NPA**. Le NPA, parti anticapitaliste de masse « *stratégiquement non délimité* », est la négation pure et simple de la conception léniniste du parti et du marxisme révolutionnaire tout court. Ceci devrait, en principe, mettre un terme ultime aux illusions que peuvent encore entretenir certains vis-à-vis du pablisme, du mandélisme et de leurs avatars dans la petite avant-garde trotskiste internationale.

Maintenant, le NPA doit recueillir les 500 signatures d'élus (maires, conseillers généraux ou régionaux) pour pouvoir présenter Poutou. Ce qui, selon les dires d'un cadre du parti au journal *Le Monde* (26 juin 2011), « *peut être plus compliqué sans Olivier* ». Et ce qui va aussi accélérer la crise et les ruptures dans ce parti.

Greg



P. Poutou, candidat du NPA

ont appelé à constituer une tendance autour de Myriam Martin, Frédéric Borrás et Léonce Aguirre pour continuer la discussion avec Mélenchon.

Au final, la conférence a proclamé le militant syndical Philippe Poutou pour représenter le NPA aux présidentielles. **Sur les 240 délégués du congrès, seuls 122 ont voté pour lui**. 50 militants ont voté contre, 11 se sont abstenus et 47... ont refusé de prendre part au vote. Face à Poutou, Myriam Martin s'est plainte qu'il ait été présenté au parti contre elle. C'est que le NPA s'est formé autour de la personnalité de Besancenot. Son départ attise des conflits de personnalité. D'ailleurs, Krivine pense que « *ça aurait été plus simple que ce soit encore Olivier* ».

L'échec du NPA, c'est l'illustration de l'impasse du pablisme

Au nom du NPA, on a pu entendre Poutou lors de sa conférence de presse du 26 juin expliquer de manière un peu confuse que la question des services publics « *c'est aussi la question du service public des banques. Il faudrait absolument que tout ça... ce soit pas nationalisé mais... que ça soit pas... mais un vrai service public, contrôlé par la population* ». Un service public

nel. Cette caractérisation est la conséquence de dizaines d'années de renoncement et de liquidation du programme marxiste révolutionnaire par les Pablo, Mandel et Franck (dirigeants trotskistes dont la politique a mené à la destruction de la IV^e Internationale en 1952).

Après la lourde capitulation face au stalinisme dans les années 1950-60, après des zigzags menant la LCR du guévarisme au soutien du front nationaliste petit-bourgeois nicaraguayen en 1979 (FSLN), Krivine, Sabado et Bensaïd, en bons élèves de Pablo et Mandel, enterrèrent la classe ouvrière lors du congrès de la LCR en 1992. **Ils se lancèrent alors dans la constitution d'un parti « stratégiquement non délimité »**. Cela correspond à un **abandon définitif du modèle de parti bolchévique**, organisme de combat centralisé démocratiquement pour la prise du pouvoir et l'instauration du socialisme, modèle qui a fait ses preuves pour mener la classe ouvrière russe au pouvoir en 1917.

Il y a certes dans le NPA une petite fraction composée de petits secteurs qui se réclament du trotskisme ou de l'anarchisme. Mais en adhérant au projet du NPA, s'éloignant de la lutte de classe, cette fraction a elle aussi capitulé au pablisme et à l'électoralisme. **II**

Revue de presse sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. » K. Marx

Au cours du moins de juin, la situation de la lutte des classes a connu un effet d'accélération. Au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'approfondit, les capitalistes sont contraints d'attaquer plus durement les travailleurs et les jeunes. Mais ces derniers sont de plus en plus nombreux à refuser de payer la crise. De la Chine au Chili, en passant par le Maroc, la Syrie, le Sénégal ou encore la Grèce et l'Espagne, la peur est en train de changer de camp. Les masses se lèvent dans un mouvement qui a quelque chose d'irréversible depuis le début du processus révolutionnaire dans le monde arabe. Dans de nombreux pays, la jeunesse est à la pointe de la mobilisation. L'urgence est désormais d'arriver à faire la jonction avec les travailleurs. Pour cela, il faudra défaire les directions bureaucratiques syndicales inféodées aux intérêts de la bourgeoisie.

En **Chine**, plusieurs mouvements de grève ont éclaté dans le pays, notamment pour protester contre les conditions de travail. Les employés de l'usine de montres Citizen située à Dongguan dans la province du Guangdong ont cessé le travail pendant plusieurs jours contre les heures supplémentaires imposées par la direction. Par ailleurs, une série de révoltes s'est produite dans les provinces de Guangdong, de Hubei et de Mongolie intérieure pour s'opposer aux bas salaires et à la flambée des prix.

Au **Chili**, depuis deux mois, un mouvement lycéen est en train de se dévelop-

per pour exiger un enseignement public et laïc pour tous. Au mois de juin, plusieurs lycées ont été occupés et des manifestations ont été organisées. Le 15 juin, les lycéens ont défilé avec les travailleurs du cuivre, principale ressource économique du pays. Le 17 juin, 120 000 personnes - des étudiants, des enseignants, des employés de l'éducation - ont manifesté à travers le pays. Ils étaient 80 000 dans les rues de la capitale, Santiago.

Au **Sénégal**, le 23 juin, la mobilisation des travailleurs et des jeunes a contraint le président Abdoulaye Wade à retirer son projet de réforme constitutionnelle. Ce dernier prévoyait d'octroyer la victoire aux élections présidentielles à un candidat ayant obtenu 25 % des voix au premier tour. Des affrontements ont eu lieu dans les rues des principales villes du pays entre les manifestants, des jeunes pour la plupart, et les forces de police. De plus, des manifestations se sont tenues à Dakar et dans sa banlieue le 27 juin contre les coupures d'électricité à répétition.

Au **Maghreb** et au **Moyen-Orient**, le processus révolutionnaire continue de s'approfondir malgré la répression et les tentatives de contre-révolution. Au **Yémen**, lors d'un bombardement, le président Ali Abdallah Saleh a été grièvement blessé et a été obligé d'abandonner le pouvoir et de se réfugier en Arabie Saoudite. En **Syrie**, cela fait désormais plus de cent jours que les mobilisations ont débuté. Malgré la

La crise économique en quelques chiffres

Les derniers développements autour de la situation grecque illustrent parfaitement les mécanismes et l'ampleur de la crise du capitalisme dans laquelle nous nous trouvons actuellement. En 2007, après l'éclatement de la bulle des *sub-primes* aux États-Unis, l'ensemble du système financier a été précipité dans une profonde crise. Les États ont dû éponger les dettes des banques occasionnées par les spéculateurs.

En Grèce, comme dans les autres pays, ce phénomène a fait exploser la **dette publique** qui est passée de 105 % du PIB en 2007 à **142,8 % en 2010**, d'après Eurostat. Dans ce pays, ce phénomène est accentué d'une part par l'évasion fiscale généralisée, d'autre part par les exemptions fiscales dont bénéficie le clergé orthodoxe, qui est le principal propriétaire foncier du pays. Par exemple, les armateurs grecs (la Grèce possède une des plus importantes marines marchandes au monde), sont quasiment exemptés d'impôts et possèdent des comptes bancaires très remplis en Suisse. Dimitris Kouselas, le secrétaire d'État au ministère grec des Finances, évalue à **280 milliards d'euros, soit 120 % du PIB, les avoirs de la haute bourgeoisie grecque en Suisse**. Chaque année, 15 milliards d'euros sortent de Grèce. Enfin, les annonces des agences de notation et les spéculateurs ont fait le reste du travail. C'est dans ce contexte que le FMI et la BCE exigent que le gouvernement grec liquide toutes les conquêtes ouvrières et baisse les salaires. En bons usuriers qu'ils sont, ces organismes prêtent de l'argent à la Grèce à des taux inédits d'environ 17,7 %. Dans ces conditions, la Grèce n'est même pas en mesure de payer les intérêts de la dette qu'elle a contractée.

En bref, dans la logique capitaliste, ce sont les travailleurs grecs qui doivent payer la crise engendrée par les spéculateurs et l'évasion fiscale. Le résultat concret pour les travailleurs et les jeunes est la détérioration extrêmement brutale des conditions de vie et l'explosion du chômage qui touche officiellement 16 % de la population active, et près de 40 % des moins de 25 ans.

Le cas grec est emblématique de la

(Suite page 7)



féroce répression opérée par Bachar Al-Assad, les opposants au régime continuent de manifester par milliers dans les rues des principales villes du pays. Le 23 juin, une grève générale a entraîné la fermeture de nombreux magasins à travers le pays. Le 24 juin, des manifestations ont eu lieu à Damas, Kessoua, Homs, Deir Ezzor, dans la région d'Idleb et dans d'autres villes à travers le pays.

Au **Maroc**, les mobilisations commencées le 20 février sont en train de prendre de l'ampleur et de se radicaliser. Sous la pression de la rue, le roi Mohamed VI a été obligé d'annoncer au cours d'une allocution télévisée, l'instauration d'une monarchie constitutionnelle. Mais le mouvement du 20 février, à la tête de la contestation, a jugé les annonces du roi insuffisantes. Le 19 juin et le 26 juin, des milliers de personnes ont manifesté dans les grandes villes du pays, à Casablanca, Rabat, Marrakech et Tanger. La question du renversement de la royauté au Maroc est de plus en plus à l'ordre du jour. En **Égypte**, les mobilisations et les grèves continuent pour s'opposer aux tentatives de contre-révolution dans le pays. De plus en plus de voix demandent le départ des militaires au pouvoir depuis la chute d'Hosni Moubarak.

En **Europe**, en écho aux révolutions arabes, la situation politique et sociale s'est fortement tendue au cours du mois de juin. C'est en Grèce et en Espagne que les mobilisations ont été les plus importantes. Mais les plans d'austérité mis en place à travers l'Union européenne ont tendance à unifier les résistances des travailleurs et des jeunes. À n'importe quel moment, la situation risque de s'embraser dans tout le continent. Pour l'instant, c'est la jeunesse qui s'est le plus massivement mobilisée.

En **Espagne**, un mouvement de rejet des partis institutionnels s'est développé à partir du 15 mai. Après plusieurs semaines passées à occuper les places des villes espagnoles, la mobilisation a changé de configuration. De nombreuses assemblées de quartier ont été mises en place. Le 19 juin, le mouvement a pris un nouveau caractère puisque 300 000 personnes ont défilé à travers le pays pour s'opposer aux politiques d'austérité du gouvernement. Il y a notamment eu 100 000 manifestants à Madrid, 100 000 à Barcelone, plusieurs dizaines de milliers à Valence et d'autres manifestations dans des dizaines de

villes du pays. À cette occasion, on a vu que le rapprochement entre travailleurs et mouvement des indignés commençait à s'opérer puisque plusieurs secteurs syndicaux ont pris part aux manifestations.

En **Grèce**, en écho aux révolutions arabes et aux mobilisations espagnoles, plusieurs dizaines de milliers de personnes se réunissent dans les principales villes du pays tous les soirs depuis plus d'un mois. Ils sont parfois plus de 100 000 sur la place du Parlement à Athènes. Lors de la grève nationale de la mi-juin, il y avait plus de 200 000 personnes dans les rues de la capitale grecque. Dans ce pays, les manifestations ont un caractère de plus en plus politique et la démission du gouvernement est exigée par une part importante de la classe ouvrière. En réaction à un nouveau plan de rigueur de la troïka FMI-BCE-UE, les syndicats ont appelé à une grève de 48 heures les 28 et 29 juin.

La situation est également très explosive au **Royaume-Uni**. Dans ce pays, le gouvernement a mis en place un plan d'austérité qui doit se traduire par la suppression de 400 000 postes de fonctionnaires. Les directions syndicales savent que la situation peut leur échapper à n'importe quel moment, surtout après la manifestation organisée dimanche à Londres, lorsque 500 000 personnes avaient défilé dans les rues de la capitale britannique. Pour s'opposer à l'offensive du gouvernement, les syndicats ont appelé les fonctionnaires à faire grève le 30 juin. Plusieurs dirigeants syndicaux ont déjà mis en garde le gouvernement du risque d'une grève générale de l'ampleur de celle de 1926, grève la plus importante de l'histoire du pays.

En **République tchèque**, une grève des transports en commun a touché le pays le 16 juin. À cette occasion, presque aucun train n'a circulé et le métro de Prague a été totalement fermé. Une première depuis l'ouverture du réseau en 1974. Les grévistes s'opposent au recul de l'âge de la retraite voulu par le gouvernement.

La situation de la lutte des classes en **France** s'inscrit pleinement dans le contexte d'aiguïsement que l'on observe dans le monde et en Europe. Mais en raison de la politique menée par les bureaucraties syndicales qui cherchent à garantir la paix sociale jusqu'aux présidentielles de 2012, la plupart des mobilisations restent iso-

(Suite de la page 6)

situation économique actuelle et préfigure ce qu'il risque de se passer dans d'autres pays dans les prochains mois. En effet, la question de l'endettement public (l'endettement privé est également très important) constitue un des aspects centraux de la crise du capitalisme. Ainsi, l'Italie a une dette correspondant à 120 % de son PIB. Aux États-Unis, la dette publique s'élève à 98 % du PIB, soit un montant 14 320 milliards de dollars. Au Japon, la dette atteint des sommets : 200 % du PIB. En France, en Allemagne et au Royaume-Uni, l'endettement public est également très important : respectivement 81,7 %, 83,2 % et 80 %.

lées, du moins pour l'instant. En effet, les mouvements de grève sont de plus en plus durs, parfois victorieux et les oppositions syndicales commencent à faire entendre leur voix de plus en plus fort. Il serait trop long de faire ici un relevé exhaustif de tous les mouvements de grève qui se déroulent dans le pays. Dans de très nombreux cas, ce sont les revendications salariales, la protection du code du travail, des conventions collectives et des statuts de la fonction publique qui sont à l'origine des débrayages.

Dans le secteur des **transports**, 20 000 cheminots de la SNCF ont manifesté le 15 juin à Paris contre l'ouverture à la concurrence du transport des voyageurs. Mais alors que les directions syndicales n'avaient pas appelé à la grève à cette occasion, plusieurs arrêts de travail ont eu lieu à travers le pays : dans les TER du Nord le 24 juin, à Lyon le 3 juin, en Languedoc-Roussillon le 20 juin, sur les RER A et B le 21 juin, en Bourgogne le 23 juin, etc. Plusieurs réseaux de transports en commun ont également connu des débrayages, comme à Clermont-Ferrand le 28 juin ou à Angers le 25. Enfin, les chauffeurs routiers ont été appelés à faire grève à partir du 27 juin pour s'opposer au recul de l'âge de la retraite. À cette occasion, plusieurs dépôts pétroliers ont été bloqués.

Dans le **transport aérien**, plusieurs mouvements de grève ont eu lieu récemment ou sont en cours actuellement : à Britair, à Régional (filiale d'Air France-KLM située à Nantes), chez les mécaniciens d'Air France ainsi que chez les salariés du service commercial de la compagnie qui s'opposent à l'externalisation de l'activité. Il y a aussi une menace de grève chez EasyJet France, ce qui serait une première.



tes ont obtenu 2,5 % d'augmentation. Il y a eu ou il va y avoir des grèves dans la **presse** notamment aux imprimeries du journal *Le Monde*, à RFI, à France Télévisions. Dans la **fonction publique territoriale** par exemple, les agents du conseil régional de Poitou-Charente et ceux de la mairie du Puy-en-Velay ont cessé le travail. Dans l'**industrie**, à Yssingeaux (Haute-Loire), les salariés de l'usine Lejaby (lingerie) ou encore ceux des abattoirs d'Antrain (35) se sont mis en grève pour obtenir des augmentations. Chez le cimentier Lafarge, 14 cimenteries ont été bloquées pour s'opposer à la fermeture d'un site dans l'Yonne, 51 % des 8 000 salariés que le groupe emploie en France ont cessé le travail selon la direction.

Mathieu

On observe également plusieurs arrêts de travail chez **Carrefour Market**, où plus de 350 magasins sur 540 ont été touchés par le mouvement. Les grévis-

Il y a une alternative : le socialisme !

Economie

Il faut toujours commencer par cela : le mode de production capitaliste est virtuellement mort depuis la fin du XIX^e siècle. Depuis, pour employer les termes de L. Trotsky, le cadavre du capitalisme en décomposition nous assaille de nuisances sans nombre. Les crises se multiplient, de plus en plus fréquentes, de plus en plus violentes, avec leurs cortèges de chômeurs et les multitudes acculées à la misère, à la famine. Les guerres se succèdent, de plus en plus meurtrières et destructives, dont deux d'ampleur mondiale, détruisant tout pour mieux reconstruire ensuite, entassant de nouveaux profits sur le sang de dizaines de millions d'humains. Il n'y aurait donc pas d'autre solution qu'accepter de « vivre » avec cela ?

« There is no alternative ! » (M. Thatcher)

C'est ce qu'exigent les capitalistes. « There is no alternative » (Il n'y a pas d'alternative) s'était jadis écrite M. Thatcher, ex-Premier ministre britannique. Cette formule signifiant que toute politique qui ne s'engagerait pas dans la défense absolue de ce mode de

production dépassé, en assurant la promotion des dogmes ultralibéraux, serait condamnée à l'échec. Il fallait l'affirmer haut et fort, M. Thatcher s'en fit le héraut. La chute du mur de Berlin en 1989 a permis aux capitalistes de généraliser cette politique que l'économiste J. Williamson a alors nommé « consensus de Washington ». Synthétisée en « 10 commandements » (voir encadré 1), elle sert de socle à la politique impulsée par le FMI sous le vocable de « programme d'ajustement structurel » (PAS) qui signifie la remise en cause des acquis des travailleurs et leur enfoncement dans la misère.

Cette politique s'applique depuis dans le monde entier, quels que soient les gouvernements, sous la surveillance tatillonne des institutions internationales, elles-mêmes sous le contrôle des fameuses « agences de notation », tous agissant *in fine* en valets zélés des conseils d'administration des transnationales. Quand A. Juppé, Premier ministre de J. Chirac de 1993 à 1997, s'avisât de démolir les retraites et la santé publique il prétendit que c'était « la seule politique possible ». Ses succes-

Encadré 1

Le « consensus de Washington »

- 1) Assurer la discipline budgétaire
- 2) Réorienter la dépense publique dans un sens favorable aux entreprises
- 3) Réformer la fiscalité
- 4) Libéraliser les activités dans le domaine de la finance
- 5) Adopter un taux de change unique et compétitif
- 6) Libéraliser les échanges
- 7) Éliminer les obstacles à l'investissement direct étranger
- 8) Privatiser les entreprises publiques
- 9) Déréguler les marchés et éliminer les barrières douanières
- 10) Renforcer la sécurité des droits de propriété

seurs de « gauche » comme de droite ont continué dans la même voie.

Maintenant, avec la nouvelle déflagration de 2007, « la crise » sert de justification pour les capitalistes qui somment des gouvernements à leurs ordres d'appliquer une « thérapie de choc » qui vise à affaiblir le malade pour sauver le parasite dont il est atteint, le système capitaliste.

Retour sur « la crise »

Parler de « la crise » aujourd'hui c'est faire référence à la phase de la crise du système capitaliste qui s'est ouverte à l'été 2007. Tous les gouvernements, prétextant de vouloir éviter une crise du type de celle de 1929, ont donc ouvert les vannes du crédit facile en direction des « investisseurs », en réalité des spéculateurs.

Les caisses étant vides, comme le disait déjà F. Fillon, le Premier ministre de N. Sarkozy, les États ont emprunté... aux marchés financiers (contre intérêts) pour leur prêter à des taux proches de zéro. Les États ont donc nationalisé les dettes des spéculateurs, ces dettes sont désormais celles des citoyens qui sont mis en demeure de se serrer la ceinture brutalement pour rembourser... les banques ! C'est ce qui se passe à l'échelle du monde et dans tous les pays : tous ont été touchés, le sont ou le seront. Cependant, il y a un cas un peu particulier, celui de l'Europe, de l'Union européenne, surtout de la zone euro. Pourquoi ? Pour deux raisons.

La première est qu'en Europe, des travailleurs nombreux ont pu, malgré la trahison des dirigeants de partis et syndicats censés les représenter, conserver des acquis dans la protection sociale, la santé, l'éducation. Il existe même dans certains cas un salaire minimum, scandale absolu pour les capitalistes. Ajoutons les services publics, certes affaiblis par trois décennies de sabotage en vue de leur privatisation, mais toujours debout et le tableau serait complet de ce côté. Tout ceci aiguise les appétits des rapaces de la finance.

Encadré 2

Les critères de Maastricht

- 1) Stabilité des prix : Le taux d'inflation d'un État membre donné ne doit pas dépasser de plus de 1,5 point celui des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.
- 2) Interdiction d'avoir un déficit public annuel supérieur à 3 % du PIB et interdiction d'avoir une dette publique (ensemble des emprunts contractés par l'État) supérieure à 60 % du PIB.
- 3) Taux de change : Interdiction de dévaluer sa monnaie.
- 4) Taux d'intérêt à long terme : Ils ne doivent pas excéder de plus de 2 % ceux des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

La seconde raison est qu'en Europe, des traités ont été imposés par lesquels les États membres se sont engagés à l'application du slogan de M. Thatcher. Par exemple, le traité de l'Union économique et monétaire, le traité de Maastricht, impose des contraintes toutes de la même inspiration, les fameux critères de convergence (encadré 2). Le « pacte de stabilité » de Dublin, intégré au traité d'Amsterdam en 1997, est venu renforcer le dispositif des sanctions pour les pays qui n'arriveraient pas à imposer à leurs travailleurs les renoncements exigés par les capitalistes. Ajoutons que les États membres ont l'obligation de recourir aux marchés financiers pour emprunter ! En principe, la banque centrale européenne (BCE) ne prête qu'aux États membres. Cependant, elle peut prêter aux banques et ne s'en prive pas...

La BCE finance la spéculation

En effet, en théorie, le rôle de la BCE est de veiller à ce que l'inflation reste dans les limites imposées par le traité. Or, un examen de la masse monétaire (voir la définition dans l'encadré 3) dans la zone euro montre que, de la mi-2004 à la mi-2007, pendant que l'inflation était officiellement limitée à 2 % par an, la masse M3, la plus représentative du poids de la haute finance, augmentait de... 10 % par an, soit cinq fois plus vite. La BCE a bien fait marcher la planche à billets en faveur des banques, elle a nourri et continue à nourrir la spéculation... contre les États, dont l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce.

Sous la pression de l'impérialisme allemand qui profite à fond d'une politique de l'euro fort et qui a réussi à imposer depuis vingt ans une politique de « déflation compétitive » (gel des salaires et pensions, réduction de la protection sociale et les retraites), l'UE vient d'adopter un pacte renforcé pour imposer le respect des critères de Maastricht.

Le budget des États membres devrait être soumis au contrôle a priori de la Commission de Bruxelles avant leur examen devant le Parlement. L'Allemagne a même été la première à inscrire dans sa constitution fédérale un taux maximum de déficit et, désormais, le pacte Euro plus impose à chaque État membre de faire de même. Un « projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques » est

d'ailleurs inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement français cet été.

Les contradictions qui se multiplient, s'ajoutent, s'entrecroisent au sein de l'UE ont fait litière du soi-disant impérialisme européen, ils n'y a plus que des impérialistes qui s'affrontent de plus en plus ouvertement et l'impérialisme allemand mène le bal, bien que l'impérialisme français ne soit pas en reste pour saigner les travailleurs, les retraités et la jeunesse grecs.

À propos de la Grèce

La Grèce : 2,6 % du PIB de la zone euro et 4 % de ses déficits cumulés (début 2010). Pourtant, elle est l'objet de toutes les attentions de l'UE et du FMI qui voient là l'occasion d'imposer une politique de remise en cause

Encadré 3

La masse monétaire : m... alors !

- M1 : la somme des billets, pièces et dépôts à vue (comptes en banque).
M2 : M1 + les livrets d'épargne et les dépôts à terme inférieur à 2 ans.
M3 : M2 + les titres négociables sur le marché monétaire, les certificats de dépôts, etc.
M4 : M3 + les bons du trésor et les billets de trésorerie à moyen terme.

brutale des acquis ouvriers en Grèce, mais aussi dans toute l'Europe. Car jusqu'en 2007, la politique menée en Grèce a été peu ou prou la même qu'ailleurs en Europe : baisse d'impôts pour les plus riches, évasion fiscale, démantèlement des services fiscaux rendus incapables de recouvrer des sommes gigantesques. Cette politique visait à faire exploser le déficit, à emprunter aux plus riches et « justifier » des coupes budgétaires à la hache.

C'est là qu'est survenue la « crise », il a fallu nationaliser les pertes des banques et là, un gouffre s'est ouvert. La Grèce n'est pas l'Angleterre. L'Angleterre a laissé la livre sterling perdre un tiers de sa valeur en quatre mois, elle a dévalué sa monnaie. La Grèce est restée avec un euro qui devenait un boulet et, histoire d'alourdir le fardeau des travailleurs, les capitalistes grecs se sont lancés dans une fuite des capitaux organisée à très grande échelle.

Plusieurs milliards d'euros quittent le pays chaque mois et le ministre des Finances « socialiste » du Premier ministre grec (et président de l'internatio-

nale socialiste) - qu'on ne peut pas suspecter de la moindre hostilité vis-à-vis des capitalistes - s'est senti obligé d'admettre que l'équivalent de 120 % du PIB de la Grèce « dort » dans des coffres suisses (et chypriotes ?), soit près de 85% la dette du pays telle qu'évaluée fin 2010. Ces dizaines de milliards cherchent à se placer au mieux, au taux faramineux auquel emprunte le gouvernement grec lancé dans une véritable politique d'amputation de l'économie nationale et de liquidation pure et simple de la moindre garantie collective. La tronçonneuse a remplacé la hache.

Bien entendu, le FMI, la BCE et la Commission européenne jouent de tout leur poids pour imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs. Les fameuses agences de notation applaudissent mais l'instant suivant « s'inquiètent », poussant la Grèce à franchir un nouveau pas vers l'enfer : le tonneau des Danaïdes, voilà la nouvelle allégorie tirée de la mythologie grecque antique pour qualifier le budget de son administration.

Les capitalistes s'en donnent à cœur joie : un jour Standard & Poor's recommande à l'administration Obama de relever le plafond de son déficit ; une semaine plus tard elle somme le gouvernement Sarkozy-Fillon de liquider la sécurité sociale et les retraites sous la menace d'un abaissement de notation, menace qui pourrait planer sur la France jusqu'en... 2050 !

Lors de la faillite de Lehman Brothers, cette banque était encore notée A par Standard & Poor's. Comment cela a-t-il été possible ? La note de Lehman Brothers avait été ramenée de A+ à A, se défend l'agence dont les critères sont scientifiques. Scientifiques, un peu comme les prophéties de Nostradamus. « Il va y avoir du monde à tel endroit », annonce le prophète et, comme beaucoup suivent l'avis des agences de notation, ils se précipitent à l'endroit indiqué où, pour le coup, il y a du monde...

Il y a une alternative : le socialisme !

La déflagration de 2007 et ses conséquences ont ouvert les yeux de travailleurs et de jeunes de plus en plus nombreux qui avaient déjà commencé à surmonter la désorientation née de la chute du mur de Berlin. La révolution

arabe déferle depuis plusieurs mois et l'indignation qui s'est manifestée dans les rues d'Espagne et de Grèce à signifié au monde « voilà de quoi nous ne voulons plus ! » Tout est donc à nouveau possible pour des millions et des millions qui cherchent une voie pour solutionner les maux qui assaillent l'humanité.



Les réformistes de toutes apparences prônent des solutions plus ou moins radicales qui toutes se situent dans le cadre du système capitaliste qu'ils prétendent réformable par plus de social, plus de régulation, plus de démocratie. D'autres théorisent cette situation de recul de civilisation qu'ils cachent sous le vocable de « décroissance ».

Il suffirait enfin de mêler tous ces ingrédients dans des dosages divers pour obtenir l'idéal capitaliste pour l'humanité ? Face à eux, les ultralibéraux qui vocifèrent sur les plateaux de télévision pour accuser l'État, les fonctionnaires, les dépenses publiques. Les accuser de quoi ? d'avoir sauvé les capitalistes de la catastrophe ? Non, de ne pas encore avoir saisi toutes les opportunités que cette crise donnaient de liquider enfin une fois pour toutes toute trace de civilisation. Hors le marché, point de salut ! jusqu'à la prochaine catastrophe...

Depuis plus d'un siècle, le capitalisme n'est plus capable de développer les forces productives. Il ne survit qu'en apportant plus de reculs, plus de des-

truction. Chaque « progrès » a sa contrepartie en régressions sans nombre. À nouveau, la rébellion est en route dans le cadre du système capitaliste comme avec les « indignés », puis commence à se produire la « révolte » comme en Grèce et le système capitaliste est contesté dans son existence : l'indignation ne suffit pas, la révolte

non plus !

La révolution socialiste est à l'ordre du jour et le caractère socialiste de la révolution arabe est indéniable au-delà de la conscience que peuvent en avoir ses acteurs. Mais pour vaincre, la révolution socialiste devra être mondiale et devra se doter d'organes de combat et d'une direction, d'un parti pour mettre fin à la domination capitaliste, mettre fin à la propriété privée des moyens de production, pour une socialisation de l'économie sous le contrôle des travailleurs organisés dans des conseils ouvriers. Là est l'alternative : le socialisme !

J.-Louis

La lutte des jeunes pour l'éducation publique passe par la lutte pour le socialisme !

Jeunesse

Depuis vingt ans, les capitalistes ont comme objectif central le démantèlement des garanties collectives du travail. Le code du travail, les conventions collectives et les services publics sont des acquis ouvriers incompatibles avec leur recherche de taux de profit maximum. Ils ont mandaté les gouvernements successifs, PS-PC, RPR-UMP, pour détruire le statut de la fonction publique, précariser l'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse, privatiser les hôpitaux, les retraites, la sécurité sociale, les transports publics, la Poste, l'énergie et, bien sûr, l'éducation.

Ce dernier est le premier poste de dépenses de l'État avec un budget de 65 milliards d'euros pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur public : de quoi aiguiser les appétits les plus voraces du patronat ! Mais en plus d'une simple question d'argent, l'enjeu est même devenu vital pour la bourgeoisie : la crise du système capitaliste, qui a éclaté en 2007, l'oblige à réduire drastiquement et urgemment les coûts de production, c'est-à-dire nos salaires. Cela passe par une déqualification généralisée.

Finis les diplômes nationaux délivrant des qualifications reconnues par le code du travail et les conventions collectives. Finis les droits collectifs, les grilles des salaires, la promotion à l'ancienneté, désormais chacun se verra reconnaître des compétences individuelles qu'il faudra vendre au patron, forcées au rabais par un chômage de masse. Les capitalistes imposent aux travailleurs et aux jeunes un vrai recul de civilisation.

Dispositif Eclair, livret de compétences, plan lycée 2010, généralisation de l'apprentissage, plan licence : de la maternelle à l'université, les contre-réformes de l'éducation sont très avancées. La privatisation de l'enseignement est déjà une réalité dans le pays. Cette réalité, nous la partageons avec l'ensemble de la jeunesse européenne,

et même mondiale (voir encadrés) qui se mobilise pour son école publique et ses futures conditions de travail.

Le dépeçage de l'enseignement public

Les gouvernements se sont livrés ces dernières années à un sabotage du fonctionnement de l'école en réduisant notamment les fonds publics. Si l'on regarde l'évolution du budget de l'éducation nationale par rapport au PIB, en fonction d'un euro constant, le budget se révèle en baisse depuis dix ans. Mais encore, la question fondamentale est : « à quoi sert le budget ? ».

L'UMP lycée explique sur son blog : « *L'argent des suppressions de postes n'ira pas dans les poches du président comme certains le pensent. Elle servira à financer des stages, à acquérir du nouveau matériel, et assurer un meilleur fonctionnement de l'éducation nationale.* » Traduisons : l'argent de l'enseignement public doit servir à indemniser les patrons qui exploitent des élèves dans les stages, à financer du matériel dernier cri au plus grand profit des entreprises informatiques (les régions sont sous contrat avec des en-

treprises comme Logica, Infostance, Orange et IBM pour développer des espaces numériques de travail), et bien sûr à soutenir les contre-réformes.

Et si les enseignants sont encore rémunérés par le ministère, les infrastructures du primaire et du secondaire sont essentiellement financées par les collectivités territoriales. Dès lors, il est difficile de calculer l'attaque contre l'éducation dans sa globalité. C'est l'essentiel de la politique du gouvernement : diviser les salariés selon leur métier et le territoire, en finir avec la laïcité (voir encadré), répercuter les coûts sur les localités dans une optique de dépeçage de l'enseignement public.

Les répercussions des contre-réformes et des coupes budgétaires provoquent une légitime colère des parents qui voient leurs enfants dans des conditions d'enseignement de plus en plus difficiles et le niveau général de l'enseignement baisser. L'offre éducative privée a par contre été nettement favorisée par la diminution des heures de cours et les remboursements fiscaux de l'État auprès des parents. Ces « boîtes à bac » qui recrutent aussi bien des étudiants précaires que des enseignants titulaires

La laïcité, garante de l'éducation publique

L'école privée, rémunérée 7 milliards d'euros par an par l'État, subit elle aussi les suppressions de postes. Une partie de cet argent sert à payer les enseignants. On estime que les collectivités assument 2 milliards des coûts du privé. Dans leur fronde contre la laïcité, Sarkozy et son équipe ne vont pas diminuer le budget alloué à l'enseignement privé. Ils vont au contraire déplacer les fonds gagnés dans les suppressions et les réinvestir pour consolider le privé.

Au moment où l'appareil de l'UMP faisait diversion sur la laïcité en concentrant l'attention sur quelques bourkas, Valérie Boyer, députée des Bouches-du-Rhône, a créé un **groupe d'études parlementaire sur l'enseignement privé sous contrat et hors contrat le 16 février dernier**. Parmi les problèmes abordés dans la première réunion, on (re)trouve que « *la limitation à 10 % des subventions publiques pouvant être accordées aux dépenses d'investissement des établissements privés met de nombreux établissements dans une situation difficile* ». La commission se plaint des « inégalités » entre élèves du public et du privé au niveau du coût de la cantine, du coût des transports, du coût des infrastructures pour personnes handicapées... En bref, ce serait au public de financer l'enseignement privé dans son intégralité !

La lutte contre la privatisation doit passer par la lutte pour une vraie laïcité. Ce n'est pas aux travailleurs qui donnent leurs enfants à l'école publique et gratuite de financer les coûts de l'enseignement religieux ! Fonds publics à l'école publique exclusivement ! Que l'école privée s'autofinance, ou bien qu'elle ferme !

désirant « travailler plus pour gagner plus » sont en concurrence directe avec l'enseignement public qui n'a pas les moyens de soutenir tous ses élèves.

La mise en concurrence des formations et des étudiants

Le dispositif Eclair (écoles, collèges, lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite), qui va concerner 2 117 écoles, 297 collèges et 28 lycées publics tests à la rentrée, permet de détruire les fondements de l'enseignement public dans les écoles concernées. Il met fin aux disciplines et au programme national, ce qui signifie que d'un établissement à l'autre le contenu des enseignements sera différent. Cela instaurera une concurrence entre les écoles dès le primaire.

C'est pour préparer une lutte d'ampleur contre ce dispositif que les militants du GSI travaillent autour d'une pétition pour réunir les enseignants de la maternelle au lycée, mais aussi les élèves et les parents. Une lutte généralisée contre ce plan est essentielle, parce qu'il sera un fondement de la privatisation de l'école primaire et secondaire publique.

La loi sur les libertés et les responsabilités des universités (LRU, V. Péresse, 2007) a déjà démontré que l'autonomie dans l'enseignement amène avec elle la privatisation. L'université doit trouver des fonds financiers en dehors de l'État pour payer ses projets et ses salariés. La loi permet donc à des investisseurs privés de créer des fondations afin d'investir dans les universités. De plus, les facs doivent rendre des comptes au patronat : des résultats chiffrés sur la réussite des étudiants sont publiés dans toutes les bonnes revues économiques de la bourgeoisie.

L'enseignement de disciplines fondamentales n'est plus la mission essentielle de l'enseignement supérieur. Non, désormais, en accord avec les organisations étudiantes cogestionnaires Unef, Cé et Fage, l'université doit former à un métier. Avant, l'université délivrait des diplômes sanctionnant un contenu horaire défini nationalement, et une qualification. Le jeune travailleur allait alors chercher un emploi en fonction de sa qualification.

Aujourd'hui, le « marché du travail » s'est imposé dans l'université avec son système concurrentiel. Nicolas Sarkozy s'exprimait ainsi à propos de la LRU

Les étudiants togolais en résistance contre le LMD

Depuis la mi-mai, les étudiants de l'université de Lomé sont en lutte contre le système LMD imposé par le gouvernement de Faure Gnassingbé. Ce système de démantèlement des diplômes a vocation à s'internationaliser. Le LMD permet aux capitalistes de tous les pays de lire facilement le contenu des formations des jeunes travailleurs qui sortent des facs. Leur objectif est d'exploiter jusqu'à sa dernière goutte de sueur la main-d'œuvre internationale. Mais la contradiction du système LMD est qu'aujourd'hui tous les étudiants d'Europe qui ont subi le LMD peuvent et doivent se solidariser avec les étudiants togolais.

Malgré la répression, ces derniers continuent le combat notamment en se liant avec les travailleurs de la santé dans des manifestations communes. En rejetant le LMD, les étudiants mènent un combat direct contre les dirigeants corrompus par l'impérialisme actuellement au pouvoir. Le GSI tient à assurer son soutien aux étudiants de Lomé en lutte et réclame avec eux la réouverture de l'université et l'annulation des sanctions disciplinaires prises à l'encontre des militants.

en 2008 : « *le but c'est quand même l'émulation, pas le nivellement, pas l'égalitarisme, pas la démission. Plutôt que tout le monde soit en retard, je préfère qu'il y en ait quelques-uns qui soient à l'heure.* » Dès lors que les cursus forment l'étudiant à un métier précis, pour une entreprise spécifique, le diplôme n'existe plus.

Le baccalauréat est toujours un vrai diplôme qui assure une qualification à plus de 60 % de la population. La contre-réforme lycée 2010 vise justement à le démanteler. Le nouveau lycée général est en train d'accroître les différences entre les établissements en partageant drastiquement les options. D'un autre côté, il admet la possibilité d'instaurer le contrôle continu à la place de l'examen en instaurant un tronc commun à toutes les sections.

La privatisation par la petite porte

Mais là où le patronat avance à grands pas, c'est par là où on le laisse au mieux s'introduire : pour combien d'enseignants de bac pro ou de CAP est-il aujourd'hui admis, normal, que les patrons décident à leur place, *via* les stages en entreprises, de l'obtention du diplôme des élèves ?

Quand un élève est en stage ou en apprentissage, il est sous-payé, voire souvent pas payé du tout. Au mieux, le stagiaire effectue des tâches qu'il a apprises au cours de sa formation initiale, au plus grand profit du patron. Il se cantonne bien souvent à des activités ménagères ou de triage de dossiers. Ces stages s'effectuent sans contrôle de l'éducation nationale. Le patron remplit en fin de stage un livret de compétences, il décide en fin de compte de l'avenir de l'élève. L'employeur, toujours grassement indemnisé par l'État (il ne paye le salaire indirect) peut refuser à sa guise (selon ses besoins) de nouveaux stagiaires.

Voilà toutes les vertus de la « découverte de l'entreprise » que l'on attribue au stage dans les boîtes privées. Or, justement, le gouvernement veut faire de l'apprentissage un socle de sa politique éducative. Un ministère dédié, dirigé par Nadine Morano, a été créé. L'ambition de Sarkozy est d'atteindre à terme 1 million d'alternants, contre 600 000 aujourd'hui. Cette généralisation de l'apprentissage passera notamment par les nouvelles licences à l'université.

D'ailleurs, le nouveau plan licence présenté en mars par Valérie Pécresse a été salué par le Medef, l'UIMM, la CFDT, le MET (UMP étudiante)... et l'Unef ! Cette dernière demande comme le Medef « *une première année pluridisciplinaire organisée autour de grands domaines de formation* » ainsi que « *la mise en place d'une orientation progressive et de passerelles entre les cursus* »⁽¹⁾.

Il y a un vrai consensus entre organisations cogestionnaires étudiantes, patronat et État sur le contenu du « diplôme » : il doit présenter, sous forme de liste écrite, les compétences que le patron est en droit de demander au jeune travailleur au terme de sa licence. Et qui est habilité pour décider du contenu de cette liste ? Les patrons eux-mêmes. À la demande du Medef, toute licence assure des compétences minimales en français écrit, mais aussi en informatique (C2I) et en anglais (CCLES).

À présent que les écoles d'enseignement supérieur catholiques sont habilitées à délivrer des « diplômes », rien n'empêche que les « universités » d'entreprises n'en délivrent elles aussi, sur la base de ces fameuses (fumeuses) compétences : l'État n'a plus le mono-

La jeunesse chilienne lutte pour une éducation publique et gratuite

Le 16 juin, entre 200 000 et 300 000 jeunes chiliens, lycéens et étudiants sont sortis dans les rues contre la privatisation l'éducation au Chili. Leurs revendications sont la nationalisation de tous les niveaux d'enseignement du primaire à l'université, la gratuité pour tous et le droit pour les stagiaires des écoles techniques de se syndiquer et d'avoir un salaire intégral.

La jeunesse chilienne doit faire face à la bureaucratie étudiante liée au PC, qui vit des subventions de l'État (comme l'Unef ou Sud étudiant en France) qui empêche l'organisation du mouvement à la base. Mais dans sa lutte pour son auto-organisation et sa volonté de se lier à la classe ouvrière, comme lors d'une manifestation avec les ouvriers du cuivre le 15 juin, la jeunesse étudiante montre un exemple à toute la jeunesse internationale.

pole sur les diplômes et les qualifications.

Dans les universités, la loi LMD a pourvu les diplômes d'une annexe descriptive, le patronat ne demande qu'à ce qu'elle soit enfin totalement remplie. Depuis 2008, toutes les écoles primaires doivent remplir le livret de compétences des élèves sur la base du socle commun. Cela s'est généralisé en 2009 dans les collèges. Il s'agissait alors de faire accepter ce nouveau livret comme critère unique d'évaluation.

À présent, les capitalistes passent à la vitesse supérieure. Dès la rentrée prochaine, un livret de compétence expérimental va être testé dans quelques collèges d'Île-de-France dans le but de « valoriser toutes les compétences du jeune acquises dans le cadre scolaire et extrascolaire » et ainsi « servir d'outil de valorisation lors des phases

d'orientation du jeune ». Force est de constater que la petite porte est laissée grand ouverte !

Comment en finir avec la privatisation

Les luttes face aux contre-réformes de l'éducation ont été jusque maintenant trop cloisonnées. La jeunesse a joué un rôle déterminant dans les batailles lycéennes et étudiantes. Les parents d'élèves ont radicalisé les luttes contre les suppressions de postes à l'école primaire. Pour combattre la privatisation dans sa globalité, la jeunesse doit se lier à ses enseignants et aux parents d'élèves afin de riposter dans l'unité.

Mais ce n'est pas tout. La destruction de l'éducation publique est inhérente au capitalisme en putréfaction dans lequel nous vivons. Ce capitalisme qui vit depuis cent ans sous perfusion a subi une attaque sans précédent avec la

crise commencée en 2007. Les capitalistes doivent tout privatiser, tout brader, pour survivre dans leur système. Quand la jeunesse combat les privatisations, elle remet en cause ce système dans son intégralité.

La lutte pour un enseignement public, laïque et gratuit pour tous est déjà une lutte pour un autre système de production, dans lequel l'enseignement professionnel n'est pas synonyme d'exploitation des jeunes travailleurs en formation par le patronat, mais permet l'émancipation de tous les jeunes par l'alliance de l'école et du travail. Seul le contrôle ouvrier sur la production assuré par un État ouvrier, le socialisme, mettra fin au monopole des capitalistes sur l'éducation.

Alors que tous les services publics sont privatisés, que les acquis ouvriers sont démantelés, que les salaires baissent et que le chômage augmente, le devoir de la jeunesse est de soutenir la mobilisation permanente des travailleurs contre les attaques des capitalistes. Les militants du GSI travailleront à ce que les prochaines luttes des jeunes en France portent fièrement le drapeau de l'unité de la jeunesse avec la classe ouvrière. Sans victoire décisive de la classe ouvrière, toute victoire de la jeunesse est impossible.

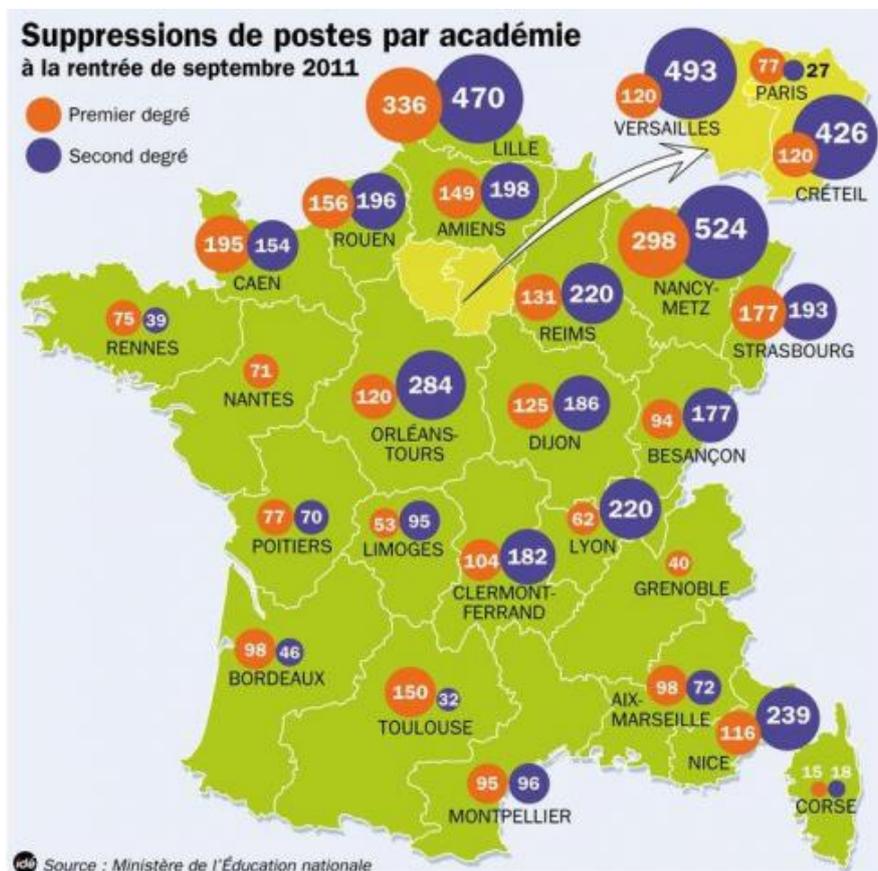
Greg

(1) <http://recherche.gouv.fr/cid55536/plan-pluriannuel-pour-la-reussite-en-licence.html>



Éducation : pour un véritable « gel » des fermetures de classes !

Education



Annonce sur le « gel » de la fermeture des classes

Le 21 juin dernier, Nicolas Sarkozy, accompagné du ministre de l'Éducation nationale Luc Châtel, était en visite à l'école des Sources en Lozère pour évoquer la réforme des écoles élémentaires et la maîtrise des savoirs fondamentaux.

En effet, lors de la table ronde, le chef d'État a rappelé les trois axes de la réforme des écoles primaires : le retour aux savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter), la création de deux nouvelles évaluations en CE1 et en CM2, l'individualisation des parcours avec deux heures de soutien par semaine par petits groupes, et l'accompagnement éducatif pour les « orphelins de 16h ». Il a également évoqué la réforme du recrutement des enseignants à bac + 5 qui seront par conséquent « mieux rémunérés ».

Mais il a gardé le meilleur pour la fin en annonçant : « en 2012, il ne sera procédé, hors démographie, à aucune fermeture de classes d'écoles primaires. Cela ne signifie pas l'interruption de la règle dite du 1 sur 2 (non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite) (...) La règle 1 sur 2 est en effet indispensable à la maîtrise de nos dépenses publiques. »

Ces déclarations faites en pleine période des examens et après une année record dans les actions « écoles mortes » ne sont rien de plus qu'une mascarade.

L'argument de la démographie

Depuis des années, le gouvernement nous harcèle avec l'argument de la démographie : le nombre d'enseignants doit diminuer car il y a une baisse d'effectif des élèves. Or, la natalité augmente globalement depuis 1998 (726 800 en 1997, 738 100 en 1998,

jusqu'à 774 600 en 2005 selon les chiffres de l'Insee), ce qui amène à une augmentation du nombre de collégiens et d'écoliers ces dix dernières années dans les classes.

Pendant ce temps, le nombre de postes au concours n'a cessé de diminuer, comme par exemple en histoire-géographie où 1 029 postes étaient à pourvoir au concours du Capes en 2003 contre 600 en 2008. Or, cet argument démographique est erroné puisque les rectorats lancent des campagnes de recrutement de contractuels et de vacataires comme le rectorat d'Aix-Marseille qui recrute à un niveau bac + 2 minimum, que ce soit dans les enseignements professionnel ou général. C'est bien la preuve qu'il manque des professeurs devant les élèves.

En Seine-Saint-Denis, 20 postes seront créés dans le primaire pour 2 160 élèves en plus. À la rentrée 2011, seuls neuf départements auront des enseignants en plus, mais il s'agit uniquement de départements qui connaissent une « explosion démographique » : 1 poste en Haute-Savoie pour 813 élèves en plus, 1 poste en Isère pour 719 élèves en plus, 2 postes en Vendée pour 336 élèves en plus, ou encore 1 poste en Haute-Garonne pour 1 163 élèves supplémentaires. Cela signifie que pour ne pas surchar-

Quelques chiffres :

Éducation Nationale :

50 000 postes supprimés depuis 2007
 16 000 suppressions prévues pour la rentrée 2012
 11 000 départs à la retraite
 3 000 postes créés

Premier degré :

8 967 postes supprimés (dont 5 600 pour cause d'« excédent »)
 379 postes Rased supprimés

Prévisions rentrée 2012 : 4 900 nouveaux élèves et 1 500 classes supprimées

La France, championne du soutien scolaire

Le vendredi 17 juin, le quotidien *Le Monde* titrait en première page « Les élèves français dopés au soutien scolaire privé » et juste au dessous on pouvait lire : « un marché de 2,2 milliards d'euros, record européen ».

Pendant que Nicolas Sarkozy se soucie que tous les Français sachent « lire, écrire et compter », d'autres familles, parents pour la plupart d'élèves « bons » ou « très bons » dépensent **245 euros par mois** pendant un an pour payer une soixantaine d'heures de cours privés.

Ce marché est facilité depuis les exonérations données aux entreprises Acadomia, Complétude, Keep school, Profadom et j'en passe... Il connaît même une progression de 10 % par an, recrutant dans les rangs de l'éducation nationale. Acadomia se porte plutôt bien avec ses **110 milliards d'euros de chiffre d'affaires** pour son dernier exercice.

ger les classes déjà existantes, les nouveaux professeurs vendéens auront des classes d'environ 165 élèves chacun...

Des mobilisations qui restent déterminées

En région parisienne, les mobilisations ont notamment été très profondes en Seine-Saint-Denis (93) (voir *L'Internationaliste* n° 110), mais également dans les autres départements des académies de Créteil et de Versailles. À Paris, des collèges et des écoles se sont mobilisés pour lutter contre les « écoles ou collèges ghettos », notamment dans le Bas-Belleville dans le XX^e arrondissement où la suppression de la carte scolaire joue contre la mixité sociale dans les établissements.

Dans les Ardennes, les établissements

sont particulièrement touchés pour « raison démographique ». Dans le département, plus de 250 postes seront supprimés, surtout dans les lycées professionnels et les établissements Zep en sanction des « mauvais » résultats aux examens.

Le Nord-Pas-de-Calais arrive en tête de liste avec 865 suppressions de postes. Dans le premier degré, c'est la suppression de 148 postes à temps plein avec l'arrivée de 63 élèves. Une parente d'élève s'indigne : « À Roubaix, on ferme une section STI à Jean-Rostand pour en ouvrir une nouvelle dans le lycée privé Jean-Rémy, juste à côté. »

Pousser les familles dans le privé

L'objectif de la bourgeoisie est clair, faire de l'éducation l'un des deux grands marchés du XXI^e siècle avec la santé. La réforme de la mastérisation, la suppression des postes aux concours, la fermeture des classes, le non-remplacement des enseignants ont pour but de jeter les parents d'élèves dans les bras de l'enseignement privé. Une éducation, est-il besoin de le rappeler, financée à hauteur de **7 milliards** en 2010 sur un budget total de **60,8 milliards** d'euros pour l'ensemble de l'Éducation nationale.

Les filières peu rentables qui seront fermées dans l'enseignement public seront proposées dans des établissements privés sous contrat, comme c'est déjà le cas avec certains diplômes universitaires types BTS, licence ou master.

La généralisation du dispositif Eclair⁽¹⁾ (voir L'appel du collège Jean-Vilar dans *L'Internationaliste* n° 107) vise à détruire les programmes nationaux, à mettre fin à l'enseignement par discipline (et donc aux recrutements qui y sont conditionnés de type Capes ou agrégation), repose sur la dérégulation du temps scolaire et permet surtout **une gestion managériale à l'école** grâce à laquelle le chef d'établissement peut recruter lui-même son personnel enseignant. Aux familles de choisir et de financer la scolarité de leurs enfants dans l'établissement qui leur conviendra et surtout qu'elles auront les moyens de payer. Ceux qui n'auront que le basique socle commun (savoir lire, écrire et compter), c'est-à-dire un brevet au rabais, iront vendre au patronat leur force de travail, tandis que les fils de bourgeois continueront leurs études dans les lycées privés.

Griselda

(1) Écoles, collèges, lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite.



Arrêt immédiat des plans de suppression de postes !
Remplacement immédiat de tous les départs à la retraite !
Stop à la fermeture des classes !
Ouverture des postes aux concours à hauteur des besoins !
Arrêt immédiat du dispositif Eclair !

Ensemble contre les massacres en Côte d'Ivoire (ECMCI), interview d'un militant

Afrique

L'ECMCI fait partie des organisations participant à la campagne unitaire pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique. Nous avons interviewé David, un de ses militants.

Est-ce que tu pourrais présenter l'ECMCI ?

Ensemble contre les massacres en Côte d'Ivoire est un collectif qui est né suite aux événements sociopolitiques en Côte d'Ivoire. C'est un mouvement créé dans un premier temps, en réaction à une action militaire française dans notre pays qui a fait des victimes civiles, et ensuite, pour dénoncer tous les massacres perpétrés par les forces en présence, sous la protection des forces onusiennes.

Nous avons pris l'initiative de créer ce collectif afin de pouvoir défendre, aider, et mettre en exergue les massacres, les crimes contre l'humanité perpétrés en Côte d'Ivoire. Comme il y a des intérêts politiques en jeu, ce ne sont pas tous les massacres qui sont bons à présenter. Alors nous nous sommes donné pour mission de mettre en exergue *tous* les massacres. Et aussi dénoncer la violation des droits de l'homme et les droits économiques.

Voilà l'objectif de l'ECMCI. Nous avons participé à toutes les manifestations tendant à dénoncer l'intervention française en Côte d'Ivoire, à toutes les manifestations tendant à ce que la voix pacifique soit privilégiée dans le règlement de la crise ivoirienne.

Quelle est la situation en Côte d'Ivoire aujourd'hui ?

Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, les autorités instaurées par les forces françaises jouissent de leur nouveau pouvoir. Cependant la situation va en se dégradant : les affrontements ne sont pas

encore arrêtés. À Duékoué et plus à l'ouest, il y a toujours des attaques ou des agressions de civils par les forces de l'autorité en place, c'est-à-dire les forces d'Alassane Ouattara.



Dernièrement nous avons même des rapports de l'ONU ou d'Amnesty International qui accusent ces forces-là de crimes et d'arrestations arbitraires, et je suis même témoin et victime des expropriations dans le sens où la maison de mon père est occupée par des individus qui n'ont pas le droit, mais qui ont la force des armes. En Côte d'Ivoire, les individus, les citoyens sont terrorisés car il n'y a pas une force légale. C'est le règne de l'arbitraire et de la brutalité.

Les affrontements peuvent-ils reprendre ?

Toutes les conditions sont réunies pour que ça explose, parce que comme il y a des violations, comme il y a des frustrations, forcément la réaction naturelle est de vouloir se protéger, se défendre, ou encore se venger. Mais nous constatons que les autorités en place ne prennent pas les mesures pour pouvoir ramener la paix.

Les forces victorieuses profitent de leur position, s'adonnent à des pratiques illégales, à des coups de feu à tout va. Il suffit que la population en face ait de quoi se défendre pour que la situation

dégénère. Nous considérons que toutes les conditions sont réunies pour une reprise des hostilités, pas avec des partisans, mais avec la population qui en a marre.

Peut-on comparer les révolutions arabes et la situation en Côte d'Ivoire ?

La situation qui prévalait dans les pays tels que la Tunisie ou l'Égypte a conduit à la traduction ou à l'instauration de la volonté populaire. C'est tout à fait le contraire qui s'est passé en Côte d'Ivoire : il y a eu un vote, la volonté populaire s'est exprimée, et plutôt que de régler le conflit par une voie pacifique, on nous a imposé une autre volonté par la force.

Est-ce que les Ivoiriens se sont dit « on nous a volé notre vote, en Tunisie ils se sont battus, ils ont eu satisfaction, nous aussi on doit prendre la rue » ?

Les Ivoiriens sont dans cet élan depuis 2000. Cette année-là, il y a eu une manifestation de la volonté populaire qui a instauré le président Laurent Gbagbo. La révolution populaire ivoirienne ne date donc pas d'aujourd'hui. Nous continuons à nous dire que nous n'allons pas nous laisser faire. Aujourd'hui encore il y a des manifestations hors et en Côte d'Ivoire, il y a des résistants, qui veulent un État de droit.

Nous considérons que c'est la voie pacifique qui peut entraîner un développement de notre pays. Et il y a un renforcement de la volonté populaire ivoirienne par les révolutions arabes. Parce qu'on se dit « c'est possible, puisque nous l'avons déjà fait et que les autres l'ont fait, c'est encore possible. »

Pourquoi l'ECMCI a-t-il décidé de rejoindre la campagne pour le retrait des troupes françaises ?

Parce que nous considérons que pour avoir des relations harmonieuses entre les États, il faut respecter la souveraineté de chaque peuple et de chaque État. La présence d'un pays étranger sur un territoire est une violation de souveraineté. Toute violation de souveraineté est un facteur de sous-développement, dans le sens où cette présence ne se fait pas dans l'intérêt du peuple, mais dans l'intérêt de la présence étrangère.

Nous savons tous qu'une armée étrangère est rejetée par la population locale parce qu'elle se sent dominée, occupée, et il y a toujours des répercussions qui vont à l'encontre de la société. Par exemple les frappes françaises en Côte d'Ivoire, en Afghanistan, en Libye font des dommages collatéraux, ont fait plusieurs morts. C'est pour cela que nous sommes avec vous pour le retrait des troupes françaises hors du territoire français.

Que vous inspirent les dernières déclarations de N. Sarkozy sur l'Afghanistan ?

Aujourd'hui, Sarkozy a suivi le dirigeant américain Obama pour demander le retrait des troupes pour 2014. Nous savons que ce sont des paroles, que c'est électoral. Ce ne sont que des paroles, mais nous savons aussi que c'est l'aspiration du peuple français : le peuple ne veut pas de guerre.

Interview réalisée par Loïc pour l'Internationaliste

En finir avec la Françafrique

2,5 millions d'euros par jour. Voici le surcoût, ajouté aux 40 milliards annuels du ministère de la Défense, des guerres menées par la bourgeoisie française en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Libye. En Afrique, 15 000 militaires sont aujourd'hui déployés pour défendre les intérêts historiques de notre impérialisme. La « décolonisation » n'a pas abouti à l'indépendance politique et économique.

En 1958, De Gaulle a préservé l'empire en créant une (éphémère) « communauté française » et une (durable) cellule africaine notamment dirigée par Foccart, Mitterrand junior ou Guéant. Diplomates, politiciens, patrons, services secrets, militaires et mercenaires agissent pour garantir leurs profits et pots de vin contre les autres puissances. 50 ans de Françafrique sur fond de coups d'états, de massacres et de tortures, de guerres civiles, de corruptions, de pillages et de famines organisés : voici la triste réalité vécue par les populations de ces semi-colonies !

La monnaie, arme de domination impérialiste

En 1945, De Gaulle, dont le gouvernement compte 4 communistes, crée le franc des colonies françaises d'Afrique (CFA) pour contrôler le commerce extérieur de ces états. La « décolonisation » n'y met pas fin, puisque 15 états sont encore membres de la « zone franc ». Trois banques centrales, la BCEAO, la BEAC et la

BCC, garantissent quatre grands principes, sous le regard d'administrateurs français ayant droit de veto :

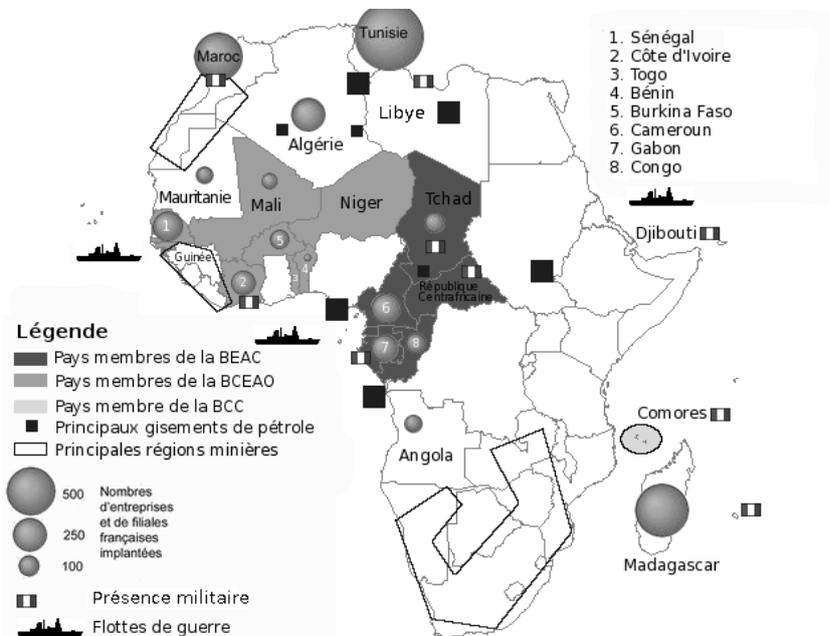
1. La moitié des réserves de francs CFA, soit 12 milliards d'euros, est stockée en France par le Trésor public qui impose la rigueur pour garantir ce stock et verse des intérêts comptés comme aide au développement !
2. Les pays africains sont n'ont aucun contrôle sur la politique des changes. Ainsi, la France a imposé en 1994 une dévaluation du franc CFA. Toute montée de l'euro face au dollar provoque une perte des recettes d'exportations et des revenus fiscaux. En effet, la valeur du franc CFA dépend de celle de l'euro et les recettes d'exportations sont converties en euro avant de l'être en

franc CFA. Donc si la valeur de l'euro grimpe, les recettes diminuent mécaniquement.

3 et 4. La libre convertibilité du franc CFA à l'euro et la libre circulation des capitaux entre France et zone franc favorisent nos investissements, nos importations de matières premières mais permettent surtout la fuite des capitaux : 1,7 milliards de dollars d'investissements étrangers entre 1970 et 1993 contre 6,3 milliards de bénéfices et de revenus d'expatriés rapatriés.

Un capitalisme français très prospère

8 % des réserves mondiales de pétrole, 40 % du potentiel hydroélectrique, plus de la 50 % des réserves de diamant,



1. Sénégal
2. Côte d'Ivoire
3. Togo
4. Bénin
5. Burkina Faso
6. Cameroun
7. Gabon
8. Congo

d'or, de chrome, de cobalt, de phosphates, des mines de platine, d'uranium sans compter le bois ou l'énergie solaire... Nos entreprises ont tout intérêt à être en Afrique. Petit tour du « propriétaire »...

Total y tire 32 % de sa production totale, Nigeria, Congo et Angola en tête. Areva exploite des mines d'uranium dans 6 états. Bolloré (*Direct matin* et *Direct 8*) est incontournable : premier réseau logistique du continent, il détient des concessions portuaires, assure le transit terrestre, maritime, ferroviaire et aérien dans 43 États. Au Cameroun, il gère les chemins de fer, est leader de l'huile de palme, possède des mines et construit le port en eaux profondes de Kribi.

Le BTP est bien implanté, avec Lafarge ou Bouygues qui gère le réseau d'eau et d'électricité de la Côte d'Ivoire. Dans l'agroalimentaire, la quasi-totalité du marché de la bière et des boissons gazeuses de 20 pays est détenu par le groupe Castel, propriétaire de la chaîne *Nicolas*. Sans oublier La Compagnie fruitière, la CFAO, la compagnie française de développement des textiles ou encore Rougier qui exploite deux millions d'hectares de forêts au Cameroun, au Congo et au Gabon.

Accor, premier groupe hôtelier mondial, possède une cinquantaine d'hôtels en Afrique de l'Ouest. BNP-Paribas, la Société Générale et le Crédit Agricole se partagent les marchés bancaires. Dans les télécoms, Vivendi, via Maroc Telecom, est au capital de Mauritel (Mauritanie), Onatel (Burkina Faso), Gabon Telecom et SOTELMA (Mali). Cette dernière partage le marché avec... Orange, leader ou presque de la téléphonie dans une douzaine de pays. Sans oublier les accords commerciaux accordant une préférence voire un monopole pour certaines ressources et les privatisations imposées par le FMI dans les années 1990 qui ont profité à nos entreprises. Cerise sur ce sinistre gâteau, les frères Feliciaggi contrôlent les principaux casinos, loteries et paris sportifs d'Afrique centrale.

Le socialisme comme seule perspective

Ben Ali, Bouteflika, Wade, Mobutu, Kabila, Bongo... La liste est longue des valets qui ont vendus populations et ressources. Mais lorsque l'impérialisme ne peut imposer la dictature, il s'assure que ses intérêts seront bien défendus. L'exemple des Ouattara est symptomatique. Lui a été économiste

puis directeur-général adjoint au FMI, gouverneur de la BCAA, ministre à de nombreuses reprises et vise la présidence depuis vingt ans. Elle, d'origine française, dirige AICI, une prospère entreprise immobilière ainsi que les salons de coiffure Dessange aux États-Unis.

Les populations n'ont rien à attendre de ces clans qui vivent de la collusion avec l'impérialisme. Les mobilisations de masse ont permis la chute des dictatures. Mais l'impérialisme agit en sous-main pour défendre ses intérêts comme en Tunisie ou en Égypte.

Seule une organisation révolutionnaire internationale peut mettre un terme au colonialisme, en mettant à bas la propriété privée des moyens de production et d'échange, en expropriant sans indemnités les capitalistes de l'ensemble des ressources, en remettant l'économie sur ses pieds pour la satisfaction des besoins sociaux.

Seule la construction du socialisme peut permettre d'en finir avec la barbarie d'un système qui affame une personne sur trois vivant en Afrique subsaharienne.

Emeric

Portugal : quelles perspectives politiques après les élections législatives du 5 juin ?

Europe

Pour les marxistes révolutionnaires, les résultats des élections constituent un miroir déformé de la situation de la lutte des classes dans un pays. Les élections législatives qui ont eu lieu le 5 juin dernier au Portugal sont un parfait exemple de ce constat. Lors du scrutin, on a vu s'exprimer l'exacerbation des relations de classes dans le pays : une abstention record depuis 1974, des partis institutionnels de la bourgeoisie (PS et PSD) affaiblis et sans aucune légitimité, une « gauche radicale », Bloc de gauche (BE) en tête, payant très cher son électoralisme et sa compromission avec les institutions. Ces résultats se produisent alors que le pays se trouve plongé dans une situa-



Pedro Passos Coelho, nouveau Premier ministre

tion de crise économique et politique sans précédent.

Une abstention massive

Depuis le renversement de la dictature de Salazar en 1974, le taux d'abstention aux élections augmente régulièrement, montrant ainsi la défiance croissante des électeurs vis-à-vis des partis institutionnels. Dans le contexte européen, le Portugal n'est pas un cas isolé. En effet, on observe dans tout le continent une abstention de plus en plus massive, particulièrement parmi les travailleurs et les jeunes. Ce phénomène n'exprime pas un désintérêt de la politique, mais un rejet des institutions et des partis traditionnels.

En ce sens, il s'agit d'une abstention



La semaine suivante, c'est un autre député européen du BE, Miguel Portas, qui est venu jeter le trouble dans les rangs de l'organisation. Il a déclaré qu'il pensait que les quatre fondateurs historiques du BE (à savoir lui-même et Fernando Rosas, anciens membres du parti communiste portugais (PCP), Francisco Louçã, ancien membre du prétendu Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale et Luís Fazenda, ancien maoïste, membre de l'UDP), devaient partir de la direction du parti afin de permettre son renouvellement par des militants plus jeunes. Toutes ces considérations restent, en définitive, bien éloignées des préoccupations et des nécessités des travailleurs et des jeunes, et de la lutte des classes.

FMI-BCE-UE, hors du Portugal !

Les élections du 5 juin au Portugal montrent que la réalité de la lutte des classes et l'écho des révolutions arabes sont en train de redessiner les équilibres politiques dans le pays. Dans les précédents numéros de *L'Internationale*, nous écrivions déjà que la grève générale du 24 novembre 2010 où 3 millions de travailleurs avaient cessé le travail et la manifestation du 12 mars qui a réuni 300 000 personnes en marge des bureaucraties syndicales et politiques changeaient la situation politique dans le pays.

En effet, l'élan créé par ces deux dates ouvre une nouvelle période. Une période où tous les éléments sont réunis pour la recomposition du mouvement ouvrier au Portugal. Pour cela, il faut vaincre définitivement les deux principaux obstacles qui empêchent le déferlement des masses contre les plans de la bourgeoisie, à savoir le BE et le PCP.

Pour défaire une fois pour toutes ces alliés de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, il faut se battre pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire pour le communisme. Dans l'immédiat, la tâche prioritaire d'une telle organisation devrait être de mobiliser le plus largement les travailleurs et les jeunes pour obtenir l'arrêt inconditionnel des négociations entre le Portugal et la troïka FMI-BCE-UE. La seule issue pour la classe ouvrière se situe dans la lutte des classes, pas dans les élections.

Mathieu

active qu'il faut mettre en perspective avec les mobilisations très importantes de la classe ouvrière comme cela a été le cas au Portugal le 12 mars dernier.

Lors des élections du 5 juin, alors que l'ensemble des partis politiques institutionnels avaient appelé les électeurs à se déplacer massivement aux urnes, le taux d'abstention a atteint un record. Plus de 41 % des électeurs portugais, et même près de 45 % si l'on prend en compte les votes blancs et nuls, ont refusé de voter.

La défaite du PS

Dans ce contexte, le PS, qui a respecté les injonctions du FMI, de la BCE et de l'UE en appliquant plusieurs plans d'austérité, a subi une très lourde défaite.

Ce parti perd plus de 500 000 voix par rapport aux élections de 2009, et même 1 million de voix par rapport aux législatives de 2005, lorsque le parti avait obtenu la majorité absolue au parlement. Le PS obtient 28 % des suffrages exprimés. Le parti paie sa politique d'attaques constantes contre la classe ouvrière pendant les deux mandatures qui viennent de s'écouler : privatisations d'entreprises publiques, fermetures d'écoles et d'hôpitaux, baisse des salaires, des pensions et des allocations chômage, coupes dans les budgets de l'éducation et de la santé, liquidation des statuts de la fonction publique et du code du travail, etc.

Pour autant, l'autre principal parti de la bourgeoisie, le PSD, ne sort pas renforcé de ces élections. Il obtient légèrement plus de 2 millions de voix, ce qui représente moins de 25 % du corps électoral. Le nouveau Premier ministre, Pedro Passos Coelho, a formé un gouvernement de coalition avec le CDS-

PP, parti réactionnaire qui sert à canaliser les votes des franges les plus conservatrices de la petite bourgeoisie. Mais pour le nouveau gouvernement, qui a centré sa campagne sur l'engagement d'appliquer les plans du FMI et de l'UE, la marge de manœuvre est très réduite.

La déroute du BE

L'autre élément majeur de ce scrutin est la cinglante défaite subie par l'organisation de gauche radicale, le Bloc de gauche (BE). Depuis sa création, cette organisation a tout misé sur une stratégie électoraliste. Mais la crise de 2007, l'intervention de la troïka FMI-BCE-UE au Portugal et l'aiguïsement de la lutte des classes sont passés par là, et le parti a connu une véritable déroute électorale. Par rapport aux élections de 2009, le parti perd près de la moitié de ses voix et la moitié de ses députés.

Il paie ainsi sa politique de collaboration de classe. En 2010, le BE avait voté au parlement portugais pour la participation du Portugal à l'intervention de la BCE et de l'UE en Grèce. Début 2011, les députés européens de ce parti ont voté en faveur de l'intervention militaire de l'Otan en Libye. De plus, pendant la campagne électorale des élections législatives du 5 juin, le BE s'était prononcé pour la renégociation de la dette du pays !

Depuis la défaite du 5 juin, plusieurs éléments peuvent laisser penser que cette organisation va entrer dans une période de crise profonde. Dans la semaine du 13 juin, un affrontement par médias interposés entre le principal dirigeant du BE Francisco Louçã et l'eurodéputé indépendant élu pour le BE Rui Tavares a amené ce dernier à rompre avec le BE pour rejoindre les Verts européens de D. Cohn-Bendit.

Elections contre lutte de classes en Espagne

Nous publions ici cet article des camarades espagnols de Lucha Internacionalista - (Lutte Internationaliste) sur la situation politique en Espagne

Nous avons toujours affirmé que les élections donnent une vision déformée et partielle de la lutte de classes. Dans les périodes de tension sociale cette distance entre lecture électorale et réalité s'accroît. Si nous prêtons attention aux résultats électoraux à strictement parler, il n'y a pas lieu de douter d'un renforcement de la droite, avec le P P⁽¹⁾ qui domine maintenant les gouvernements autonomes et les mairies.

En Catalogne, CiU⁽²⁾ déferle et provoque une défaite historique des partis de "gauche" : PSC⁽³⁾ et ERC⁽⁴⁾. IU et IC/EuiA⁽⁵⁾ résistent ou connaissent un rebond, en récoltant les voix de la défaite historique socialiste, mais là où ils géraient les affaires, comme à Cordoue, ils cèdent leur place au PP. La recomposition d'une gauche en dehors du PSOE⁽⁶⁾ et d'IU, à l'exception de Bildu⁽⁷⁾, est très limitée. Conclusion immédiate : en l'absence d'une forte contestation sociale, c'est la droite qui capitalise la sanction de la politique du Gouvernement de "gauche".

Toutefois, dans la dernière ligne droite de la campagne électorale, un mouvement de jeunes commençait à occuper les places de nombreuses villes. Les contenus de ce mouvement étaient très divers, globalement un rejet du système politique électoraliste, et un appui massif parmi des couches populaires très variées. Ce mouvement ne s'est probablement pas exprimé dans les urnes – ou tout au plus, dans les votes nuls et blancs –, il est pourtant tout aussi réel que les bulletins de vote.

L'Assemblée Électorale demandait l'intervention de la police pour déloger ceux qui campaient le jour de réflexion⁽⁸⁾, mais la police n'a pu agir étant donné le soutien massif apporté aux indignés. Les tentatives d'expulsion de la

Puerta del Sol à Madrid d'abord, ou ensuite de la Plaça de Catalunya à Barcelone, ont renforcé et étendu les occupations. En Catalogne un autre mouvement, contre les coupes budgétaires sociales, s'est exprimé dans la manifestation massive du 14 mai.

Nous avons toujours affirmé que les élections donnent une vision déformée et partielle de la lutte de classes. Des

ont tenté de diriger la lutte contre les compressions budgétaires directement contre CiU, mais les travailleurs ont en mémoire l'expérience très récente du trio à l'origine de ces mesures, promouvant des lois de privatisation de la santé et de l'enseignement. Ces mouvements massifs ne se sont pas non plus reflétés clairement dans le scrutin.

Quelle est donc la lecture de la situation politique? La situation politique crée un potentiel explosif : le sentiment qu'une majorité paye tandis que quelques uns ne cessent de gagner de l'argent ; en effet, cela engendre de l'indignation, par rapport aux riches, aux "politiques", aux "syndicats"... Mais avec l'indignation et la colère seules, on ne va pas très loin. Si la colère générale ne se traduit dans des plans de lutte pour la défense de choses concrètes, elle aboutira à une nouvelle frustration supplémentaire.

Et ces choses concrètes sont la défense des emplois dans les ERE⁽¹⁰⁾ aussi bien que chez Telefonica ou dans le groupe PRISA. Et le point de départ qui s'est montré jusqu'à présent est compliqué : très probablement, les mêmes travailleurs de Catsa, El Pais ou Telefonica qui vont à la Puerta del Sol et à la Plaça de Catalunya et sentent là que "tout est possible", lorsqu'ils arrivent

sur leur lieu de travail les plans des patrons leur pèsent comme un fardeau paralysant.

L'indignation, indispensable, doit laisser place à la lutte et à la conviction que "c'est possible". Oui, on peut faire cesser les licenciements, comme on peut faire cesser les expulsions ou les coupes budgétaires dans des services publics. C'est la possibilité réelle que cette indignation se transforme en conviction et que le mouvement du 15 mai serve à réactiver la conscience de

LUCHA INTERNACIONALISTA

Indignación y MÁS!

BALANCE MUNICIPALES 2011

n° 111 Junio 2011 - donativo 2 euros

Editorial	pág 3	Sindical:	pág 5-9 19
Política	pág 4-6	CATSA, Lucha contra los recortes, bombas	
Indignación y más		Movimiento: Contra el feblame	pág 16-17
Dossier central:	pág 10-15	Internacional:	pág 18-20
Balances elecciones municipales y autonómicas		Siria, Venezuela	
		Suplemento: CNT: 1910-1934	

Por la reconstrucción de la IV internacional

périodes de tension sociale cette distance entre lecture électorale et réalité est augmentée. Si nous nous occupons aux résultats strictement électoraux il n'y a pas lieu à des doutes, un renforcement de la droite, avec le PP qui met à dominer des gouvernements autonomes et des mairies.

Les politiciens de la gauche institutionnelle ont bien sûr essayé de mener la protestation pour la rendre rentable électoralement. Au vu des résultats, ils n'y sont pas parvenus, pas du moins de manière significative. CO⁽⁹⁾ et l'UGT

(Suite page 22)

Les élections de 2011 et la nouvelle période

Nous publions ici cet article des camarades turc de İşçi Cephesi – (Front Ouvrier) sur la situation politique en Turquie

Le 12 juin 2011 était le jour de l'élection générale en Turquie. L'AKP est encore une fois élu pour le gouvernement. La nouvelle assemblée est constituée par 326 députés de l'AKP, 135 députés de CHP, 53 députés de MHP et 36 députés du « Bloc du Travail, de la Démocratie et de la Liberté ». Pour comprendre les tendances qui sont signalées par les résultats de l'élection de 2011, il faudrait faire une étude approfondie en fonction de chaque région, département, ville et quartier mais on peut tout de même faire une évaluation générale sur le résultat et son influence possible sur la classe ouvrière.

Avant tout, il faut répondre à cette question : pourquoi 1 électeur sur 2 a voté pour l'AKP ?

On peut trouver plusieurs raisons : Le discours idéologique islamiste, l'apparence d'opposition au pouvoir des militaires dans la sphère politique, la propagande d'une image populaire, le discours hypocrite pro-démocratique, le pouvoir de leur réseaux d'organisation politique-sociale, le fait que les autres partis de droite ne soient plus une alternative... mais pour nous, une des raisons les plus importante est la croissance économique permanente qui continue depuis presque 10 ans (sauf la chute temporaire de l'année 2008).

Pendant cette période de croissance, le PIB est passé de 200 milliards de dollars à 800 milliards de dollars, la dette publique a diminué de 75 à 30 %, l'inflation a diminué à 5 %, la Turquie est devenue le 6ème pouvoir économique de l'Europe pendant que les autres pays de la méditerranée était en faillite. Le volume du commerce international et l'entrée du capital étranger ont augmenté énormément... tous ces changements sont écrits dans le bilan de la période d'AKP. Mais on sait que cette croissance économique est crée contre le

3 TEMMUZ 2011
PİKNİK

işçi cephesi



peuple, par l'exploitation, à tout prix... par la privatisation de toutes les richesses pour les mettre au service de la bourgeoisie, par la destruction du code du travail, par l'aggravation des conditions de travail, par le chômage qui augmente sans arrêt à cause des licenciements collectifs, par la désyndicalisation, par la précarisation, par la destruction de l'agriculture et de l'environnement...

Le fait que la bourgeoisie Turque ait multiplié ses profits pendant la crise économique et que rien n'a été fait contre le chômage et la précarité nous montre clairement le choix politique. En plus de ce choix, toute la bourgeoisie était unie contre les droits politiques du peuple kurde. Pour dire non à toutes les attaques contre les services publiques, pour refuser le régime militaropolicier qui se base sur la constitution du coup d'État de 1980 et ses politiques de répression, pour une vie et un travail honorable et juste, İşçi Cephesi (İC - Front ouvrier) a dit « non » à toutes les partis de la bourgeoisie et a participé au « Bloc du Travail, de la Démocratie et de la Liberté », qui est formé principalement par le mouvement

kurde mais aussi par les mouvements socialistes. Pendant cette coopération pour l'élection, İC n'a jamais hésité à souligner les faiblesses et les possibilités révolutionnaires du bloc.

Pendant la campagne électorale, nous avons fait nos propres déclarations sur nos politiques révolutionnaires, et nous les avons renforcés par des réunions publiques et des porte-à-porte. Nous avons garde pendant cette période notre ligne indépendante trotskyste : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mots d'ordre contre l'exploitation et les injustices et pour une rupture définitive avec l'impérialisme...

Pour nous, le bloc était une coopération pour l'élection. Ce n'était pas un front parce que le front oblige les organisations participantes de créer une nouvelle organisation commune et un nouveau fonctionnement. Si ce bloc était un front, İC ne sera surement pas dans.

Le fait que l'État turc ne reconnaisse pas l'existence et les droits du peuple kurde a continué pendant la période de l'AKP, de même que les emprisonne-

(Suite page 22)

(Suite de la page 20)

lutte. L'expérience de l'occupation des places contient des éléments pour rompre avec la bureaucratisation de la politique et du syndicalisme ; et cette expérience est indispensable, mais quand elle est généralisée "à tous les partis" ou à "tous les syndicats" elle devient stérile, parce que sans parti, sans syndicat, sans organisation il ne reste que l'individu ou tout au plus une somme d'individus.

Nous défendons l'assemblée comme forme de décision et d'unité pour la lutte, mais il n'est pas possible de vivre dans l'assemblée permanente dans les centres de travail : il faut créer une organisation. On fait référence à la lutte des Egyptiens sur la Place Tahir, mais cette lutte ne s'est pas faite contre les partis et les organisations populaires ou syndicales, mais bien plutôt elle s'est faite avec eux, avec tous ceux qui ont soutenu la révolution et s'y sont battus coude à coude, et qui occupaient toujours la Place. Le fait que les organisations politiques sont encore très petites, c'est ce qui s'est reflété dans les résultats électoraux.

Pour toutes ces raisons, depuis notre soutien ferme à la lutte de milliers de

(Suite de la page 21)

ments, les assassinats et la torture. Le résultat des élections nous montre que le peuple kurde n'accepte plus d'écouter le discours de l'AKP qui s'appuie sur la croissance économique du pays. La majorité du peuple kurde a encore une fois souligné que les politiques d'ignorance et de la destruction contre leur identité nationale et leurs droits sont un sujet de combat plus important pour le pays que la croissance économique. Nous devons rappeler que, pour convaincre les kurdes, l'AKP a mobilisé les groupes religieux et a fait des fausses promesses de démocratie. Mais la majorité du peuple kurde est resté fidèle au leadership de KCK-BDP et le leader Öcalan. Dans ce contexte, on peut dire que les actions de 36 députés qui étaient soutenu par le "Bloc de travail, de la démocratie et de la liberté" vont avoir un rôle déterminant dans la nouvelle période.

Dans ce cadre général, nous pouvons dire qu'il va y avoir deux phénomènes qui vont affecter la lutte de classe et la construction de notre parti ; la discussion sur la nouvelle constitution et le futur du bloc.

Ce bloc qui réunit la classe ouvrière

jeunes sur les places dans le mouvement des indignés, depuis la dénonciation face à chaque tentative de répression et d'expulsion, nous sommes convaincus que le mouvement doit aboutir sur des luttes concrètes, avec un véritable débat sur la nécessité d'organiser la continuité. Dans ce débat, nous manifestons notre conviction de la nécessité d'une organisation syndicale et politique. Si nous ne sommes pas capables de transformer cette indignation en organisation de gauche, d'autres vont savoir capitaliser la frustration et le désespoir, comme ont commencé à le faire les partis d'extrême droite, ici et dans d'autres pays européens, qui retournent ce sentiment d'impuissance contre l'immigrant.

C'est en ce sens que nous faisons un bilan positif, quoique limité, de la présentation des listes Des de Baix⁽¹¹⁾ à Cornellà, Girona et St Esteve, et de la participation à CUP-Alternativa per Barcelona – qui a obtenu 2% des voix et se retrouve premier des candidats qui ne participent pas à la municipalité – enfin de la promotion des Candidatures Alternatives du Vallès.

Le 2 juin 2011

Lucha Internationalista - Espagne

kurde et turque doit continuer après les élections par la mobilisation, seul moyen d'empêcher la consolidation du régime bonapartiste.

La voie d'une démocratie réelle qui devrait être basée sur la classe ouvrière ne passe pas par une assemblée nationale qui est sous la direction de l'AKP ni par les négociations.

Les révolutions arabes

Les révolutions arabes continues malgré certaines difficultés et de reculs. Les mobilisations révolutionnaires de peuples ont déjà renversé les dictatures de la Tunisie et de l'Égypte. Quant à la Libye, l'impérialisme est intervenu non seulement pour arrêter les mobilisations en Libye mais aussi pour arrêter toutes les mobilisations en cours et empêcher les mobilisations possibles.

Malgré tous, les révolutions continuent à s'étendre. Actuellement on voit la concrétisation de cette propagation surtout en Syrie et au Yémen contre les dictatures militaires-policières. En même temps, malgré les efforts, les révolutions de la Tunisie et de l'Égypte ne sont pas toujours sous le contrôle de l'impérialisme et de la bourgeoisie des pays. Les grèves et les mobilisations

Notes du traducteur

- 1) PP : Partido Popular, parti de droite conservatrice
- 2) CiU : fédération composée des partis Convergencia democratica de Catalunya et Unio democratica de Catalunya
- 3) PSC : Parti Socialiste Catalan
- 4) ERC : Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche Républicaine de Catalogne),
- 5) IU : Izquierda Unida (Gauche Unie) ; EUiA : Esquerra Unida i Alternativa (Gauche unie et alternative)
- 6) PSOE : Partido Socialista Obrero Español, le parti de Zapatero, actuel premier ministre.
- 7) Bildu (« Rassembler » en basque) : parti souverainiste et indépendantiste basque
- 8) En Espagne, il est interdit de manifester publiquement une opinion politique le jour qui précède un scrutin électoral.
- 9) CO : Comisiones Obreras, confédération syndicale ; UGT : Union Générale des Travailleurs.
- 10) ERE : Plan pour la régulation de l'emploi (cet organisme est l'objet d'un scandale de corruption et détournement de fonds).
- 11) Des de Baix : « projet ouvert » anticapitaliste et souverainiste implanté en Catalogne

continuent, ceux qui nous montrent que les masses ne lâchent pas.

Les impacts des révolutions arabes sont focalisés actuellement en Syrie. Les masses sont mobilisées contre le régime, et la dictature Baas répond par des massacres militaires. Les réfugiés qui se sont en fuite en Turquie sont déjà dépassés 10.000 et le gouvernement turc est « le cheval de Troie » de l'impérialisme à la région et il essaie de coordonner « le passage à la démocratie » du régime syrien. Depuis le début des révolutions arabes, le gouvernement turc a peur de ses impacts possibles en Turquie, et maintenant il a peur d'une propagation de cette mobilisation au Kurdistan de la Turquie. En ayant peur et en étant le cheval de Troie de l'impérialisme à la région, la Turquie joue son rôle pour créer une région de tampon contre les révolutions. Comme nous étions contre l'intervention en Libye, nous refusons aussi une intervention en Syrie, nous n'acceptons aucune prétexte (comme « aide humanitaire ») pour les interventions impérialistes, et nous serons avec la révolution de la Syrie.

İşçi Cephesi – Turquie

Syrie, Palestine : le spectre de la révolution arabe hante Israël !

Révolution arabe

La révolution arabe se poursuit (malgré la contre-révolution qui tente de s'organiser) et bouleverse politiquement l'Afrique, le Proche et le Moyen-Orient. L'impérialisme, embourbé en Irak, en Lybie, et défait en Afghanistan (d'où les négociations ouvertes publiquement avec les Talibans « modérés » et le Mollah Omar), voit avec inquiétude l'extension de la mobilisation des masses arabes, ses intérêts étant directement menacés. Tout comme son principal allié dans la région, l'État sioniste, il se sent assailli de toute part. Dans ce contexte, les commémorations de la Naksa, tout comme celles de la Nakba, ont pris un tour particulier. La conscience que la lutte du peuple palestinien pour son existence est le fer de lance, depuis des décennies, de la résistance à l'impérialisme, renforce le processus révolutionnaire.

La journée de la Naksa

Salman Fakhreddine, responsable des relations publiques d'Al-Marsad, est originaire de la ville de Majdal Shams sur le plateau du Go-



lan occupé où il vit. Il a raconté à *The Electronic Intifada* le véritable massacre auquel il a assisté : « Hier, des centaines de réfugiés en provenance de Syrie - des Palestiniens et des Syriens - ont défilé à proximité de la ligne de démarcation de Majdal Shams, dans un endroit appelé la vallée des larmes. Nous utilisons habituellement ce lieu



tous les jours de l'année pour les familles [qui vivent en face de la ligne de démarcation] qui veulent se rencontrer et parler entre elles avec des haut-parleurs.

Hier, c'était une manifestation en mémoire de la guerre de 67 et l'occupation du Golan, de la Cisjordanie, de Gaza et du Sinaï. Lorsque ces gens ont atteint la ligne de séparation, les forces israéliennes étaient bien préparées avec des snipers. Ils étaient déjà là et ils ont commencé des tirs à balles réelles et ils ont tué et blessé des centaines de personnes. Vingt-trois personnes ont été assassinées hier. »

Des centaines de manifestants ont été blessés et plus de vingt d'entre eux ont été abattus lorsque des soldats israéliens ont ouvert le feu à balles réelles sur les manifestants désarmés. L'envoyé spécial de *Libération* à Majdal Chams raconte que, pour protéger la frontière, « Tsahal s'attelait depuis quinze jours à creuser une tranchée de quelques centaines de mètres de long et à disposer des rouleaux de barbelés des deux côtés du fossé. Des mines ont été disposées entre la tranchée et l'ultime barrière marquant la frontière.

Galvanisés par leur nombre, aux cris de « Allah akbar » (Dieu est grand) et de « Palestine », les jeunes Palestiniens se sont lancés par vagues à l'assaut des barbelés, certains d'entre eux réussissant à se précipiter dans la tranchée. Après des coups de semonce et un

message diffusé en arabe par haut-parleurs, les premiers coups de feu tirés par les soldats israéliens ont créé. Rapidement, côté syrien, les jeunes ont relevé leurs blessés, puis les premiers morts, provoquant la colère des druzes du Golan israélien, qui les observaient de loin descendre des brancards au bas de la colline. »

La peur de l'État sioniste

La raison de cette violence est la peur qu'inspire la propagation de la révolution à l'intérieur même d'Israël. C'est ce qu'explique Salman Fakhreddine : « La vraie menace est [que les manifestations endommagent] la légitimité israélienne aux yeux de la communauté internationale. C'est [pourquoi les manifestants ont choisi une] voie et une lutte non-violente. En Israël, ils ont en permanence peur de cette illégitimité, car toute leur existence est illégale. Ils ont fait de leurs propres mains le nettoyage ethnique en Palestine et au Golan pendant la guerre de 48 et 67. De leurs propres mains, ils ont changé la population qui vivait ici et ils installent partout des colons. De leurs propres mains, ils ont confisqué des terres et ils tentent de rejeter la culture et la présence [arabe] du lieu.

Ils ont tout le temps peur. Ils utilisent l'Apartheid. Ils utilisent le nettoyage ethnique, et ils utilisent la discrimination et l'inégalité à l'intérieur de l'État d'Israël lui-même. En Israël il y a 300 000 Palestiniens déplacés. Ce sont [des citoyens] israéliens. Ils ont des



papiers israéliens. Ils sont porteurs de passeports israéliens, mais parce qu'ils sont arabes, ils sont chassés de leurs villages. Ce sont des réfugiés de l'intérieur et jusqu'à présent, Israël n'a pas reconnu sa responsabilité pour les réfugiés ni pour le nettoyage ethnique, ni pour l'Apartheid qui est imposé en Palestine. Ils doivent le reconnaître. »

L'oppression et la spoliation que subissent les Palestiniens d'Israël pourraient se transformer en révolte, ce qui fait d'eux, aux yeux du sionisme, des ennemis de « l'intérieur ». Or, la confiance et la fierté retrouvées à travers la révolution ont tendance à se propager au-delà des murs et des miradors israéliens... Malgré tout l'arsenal répressif déployé par l'État sioniste, qui dispose d'un appareil militaire moderne et puissant, malgré le blocus de Gaza, la résistance du peuple palestinien, de « l'intérieur » et de « l'extérieur », ne cesse de grandir.

Les jours du régime de Bachar El-Assad sont comptés...

La nature de ces commémorations, qui sont de fait de véritables journées de lutte anti-impérialiste, ne peut s'expliquer, en particulier au Liban et en Syrie, que par l'impact positif de la révolution. Ainsi, l'autre source d'inquiétude pour le sionisme et l'impérialisme est l'approfondissement de la révolution syrienne. L'impérialisme qui est embourbé en Irak, en Lybie et qui doit gérer une sortie politiquement « honorable » d'Afghanistan, ne peut ouvrir un nouveau front en Syrie. Et surtout, l'Otan ne serait pas

accueilli avec des fleurs par le peuple syrien qui a vu les résultats des interventions impérialistes en Irak, en Afghanistan ou au Liban...

Lors des manifestations de vendredi à l'issue de la prière, qui faisaient suite au discours de Bachar El-Assad, des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout le pays pour un nouveau vendredi de la colère. Par exemple, plus de 30 000 personnes ont manifesté à Deir Ezzor (est) et 10 000 dans la région d'Idleb (nord-ouest). Et ce malgré la répression qui aurait fait depuis le 15 mars plus de 1 300 morts parmi les civils et entraîné l'arrestation de plus de 10 000 personnes, selon des ONG syriennes.

Les condamnations de façade et les quelques sanctions prises contre le régime syrien par l'Union européenne ne peuvent masquer l'inquiétude de l'impérialisme face à la radicalisation du processus révolutionnaire en cours en Syrie. « *En faisant le choix de la répression plutôt que de tenir les promesses de réformes de grande ampleur qu'il a lui-même faites, le régime sape sa légitimité* », indiquent les dirigeants

européens dans un projet de déclaration commune qui doit être approuvé lors d'un sommet à Bruxelles »

Pour tenter de contrôler la situation, l'impérialisme compte sur l'appui de la Turquie, seul pays musulman de l'alliance atlantique. Fin juin, B. Obama s'est rendu en Turquie pour rencontrer le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan. Le président étatsunien avait déjà appelé Erdoğan le 14 juin pour le féliciter de la victoire de son parti AKP, issu de la mouvance islamiste, aux élections législatives.

Mais voilà, la peur de la contagion révolutionnaire, à travers les réfugiés syriens qui fuient la répression, a aussi infecté le gouvernement turc. Ainsi, « *entre le 23 et le 24 juin, 1 578 citoyens syriens supplémentaires ont été acceptés dans notre pays* », a annoncé le centre gouvernemental turc de gestion des crises, précisant que cela porte à 11 739 le nombre de réfugiés syriens en Turquie. Selon des observateurs turcs, le pire serait une contagion de la révolte à Alep (nord), deuxième plus grande ville syrienne et cœur économique, situé à seulement 90 km de la frontière. »

« *Ruelle après ruelle, maison après maison, Bachar, on va se débarrasser de toi* », avait promis le peuple au tout début de la révolte en mars. Le cri de colère du peuple syrien lancé à Deraa porte aujourd'hui en lui non pas le spectre de la révolution, mais la révolution elle-même. Oui, les jours du régime El-Assad sont comptés !

André



<http://www.gsi-litqi.org/>

Abonnez-vous : <http://www.gsi-litqi.org/linter/outrouver.html>

Sommaire du n° 111

- ✓ **Edito. La riposte des travailleurs et des jeunes est à venir. p. 2**
- ✓ **Grèce : une trahison prévisible. p. 3**
- ✓ **La dernière conférence du NPA. p. 4**
- ✓ **Revue de presse sociale et chiffres. p.6**
- ✓ **Economie. p. 8**
- ✓ **Jeunesse. p. 11**

- ✓ **Education. p. 14**
- ✓ **Afrique p. 16 à 18**
- ✓ **Portugal : Quelles perspectives... p. 18**
- ✓ **Tribune libre - Espagne. p. 20**
- ✓ **Tribune libre - Turquie. p. 21**
- ✓ **Révolution arabe : Syrie, Palestine... p. 23**